



Saint-Constant

PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE SAINT-CONSTANT

AVIS PUBLIC

SECOND PROJET DE RÈGLEMENT OMNIBUS NUMÉRO 1654-20
MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE

AUX PERSONNES INTÉRESSÉS AYANT LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE DE PARTICIPATION À UN RÉFÉRENDUM

AVIS PUBLIC est donné par la soussignée, de ce qui suit :

1. Conformément aux arrêtés ministériels, l'assemblée publique de consultation sur le présent projet a été remplacée par une consultation écrite de 15 jours. À la suite de cette consultation écrite sur le projet de règlement omnibus numéro 1654-20, le Conseil municipal a adopté tel que modifié, le 21 juillet 2020, le **second projet de règlement omnibus numéro 1654-20 modifiant le règlement de zonage numéro 1528-17 et ses annexes.**

2. Ce second projet contient des dispositions qui peuvent faire l'objet d'une demande de la part des personnes intéressées afin qu'un règlement qui les contient soit soumis à leur approbation conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, à savoir :

1° Une demande relative à la disposition (article 1) ayant pour objet d'ajouter au règlement de zonage numéro 1528-17 à la classe d'usage « Commerce d'hébergement et de restauration C-4 », l'usage suivant :

« 5899-1 Brasserie ou distillerie artisanale. »

2° Une demande relative à la disposition (article 2) ayant pour objet d'ajouter à l'article 108 du règlement de zonage numéro 1528-17, les usages prohibés suivants :

« 6. Les tabagies et commerces de ventes de cigarettes électroniques.

7. Service de prêts sur gages. »

3° Une demande relative à la disposition (article 3) ayant pour objet de retirer à l'article 199 le deuxième alinéa au règlement de zonage numéro 1528-17, lequel est libellé de la façon suivante :

« Toute case de stationnement intérieur aménagée parallèlement à un mur ou à une colonne doit être d'une largeur minimale de 3 mètres (4 mètres dans le cas d'une case de stationnement pour personnes handicapées). Toute autre case de stationnement intérieur doit respecter les dimensions prescrites du présent article. »

4° Une demande relative à la disposition (article 4) ayant pour objet de remplacer l'article 333 du règlement de zonage numéro 1528-17 afin qu'il se lise désormais comme suit :

« ARTICLE 333 ENDROITS AUTORISÉS

Un seul abri d'auto hivernal par terrain est autorisé. Dans le cas d'aires de stationnement jumelées, un abri d'auto hivernal peut être installé en chevauchant deux terrains conformément aux dispositions de la présente sous-section. »

- 5° Une demande relative à la disposition (article 5) ayant pour objet de remplacer l'article 334 du règlement de zonage numéro 1528-17 afin qu'il se lise désormais comme suit :

« ARTICLE 334 IMPLANTATION

Un seul abri d'auto hivernal peut être installé :

1. À 1,0 mètre minimum du trottoir, de la bordure de la rue ou de la chaussée le cas échéant.
2. À 1,5 mètre minimum d'une borne-fontaine. »

- 6° Une demande relative à la disposition (article 6) ayant pour objet d'ajouter au premier alinéa de l'article 335 du règlement de zonage numéro 1528-17 le libellé suivant :

« Tout abri d'auto hivernal doit respecter une largeur maximale de 7,0 mètres et une profondeur maximale de 12,0 mètres. »

- 7° Une demande relative à la disposition (article 7) ayant pour objet d'abroger l'article 336 du règlement de zonage numéro 1528-17, lequel est libellé de la façon suivante :

« Tout abri d'auto hivernal doit respecter une superficie maximale de 35,0 mètres carrés. »

- 8° Une demande relative à la disposition (article 8) ayant pour objet d'abroger la sous-section 6.4.9 « Dispositions relatives aux présentoirs servant à l'étalage extérieur » et les articles 549 « Généralité », 550 « Implantation », 551 « Hauteur », 552 « Superficie », 553 « Sécurité » et 554 « Dispositions diverses » du règlement de zonage numéro 1528-17.

- 9° Une demande relative à la disposition (article 9) ayant pour objet de remplacer l'article 555 du règlement de zonage numéro 1528-17 afin qu'il se lise désormais comme suit :

« ARTICLE 555 GÉNÉRALITÉS

Les usages, constructions et équipements temporaires ou saisonniers sont assujettis aux dispositions générales suivantes :

1. Seuls sont autorisés, à titre d'usages, constructions et équipements temporaires ou saisonniers :
 - a) L'étalage extérieur;
 - b) Les terrasses saisonnières ;
 - c) La vente saisonnière de fruits et légumes ;
 - d) Les kiosques destinés à la vente de fruits et légumes ;
 - e) La vente d'arbres de Noël ;
 - f) Les journées promotionnelles ;
 - g) Les clôtures à neige;
 - h) L'entreposage extérieur de véhicules accidentés ou de véhicules qui ne sont pas en état de fonctionner.
2. Dans tous les cas, il doit y avoir un bâtiment principal sur le terrain pour se prévaloir du droit à un usage, construction ou équipement temporaire ou saisonnier.
3. Tout usage, construction ou équipement temporaire ou saisonnier doit être situé sur le même terrain que le bâtiment principal qu'il dessert, sauf dans le cas des marchés publics. »

- 10° Une demande relative à la disposition (article 10) ayant pour objet de remplacer l'article 556 du règlement de zonage numéro 1528-17 afin qu'il se lise désormais comme suit :

« ARTICLE 556 GÉNÉRALITÉS

Malgré toute disposition contraire, les présentoirs servant à l'étalage extérieur sont autorisés à titre d'équipement accessoire pour les usages suivants :

1. Marchés publics.
2. Débits d'essence.
3. Tout autre usage où l'étalage extérieur est autorisé en vertu de l'article 555.

L'étalage extérieur doit être exercé par le commerçant du bâtiment principal.

Les articles étalés sont reliés à ceux vendus à l'intérieur de l'établissement commercial desservi. »

- 11° Une demande relative à la disposition (article 11) ayant pour objet de remplacer l'article 557 du règlement de zonage numéro 1528-17 afin qu'il se lise désormais comme suit :

« ARTICLE 557 HAUTEUR

La hauteur maximale d'un abri temporaire pour l'étalage des produits est fixée à 4,0 mètres, calculée à partir du niveau du sol adjacent. »

- 12° Une demande relative à la disposition (article 12) ayant pour objet d'ajouter le nouvel article 557.1 au règlement de zonage numéro 1528-17, lequel est libellé comme suit :

« ARTICLE 557.1 MATÉRIAUX ET ARCHITECTURE

Le revêtement extérieur des murs et du toit d'un abri utilisé pour l'étalage extérieur doit être fait d'une toile imperméabilisée, de polyéthylène tissé et laminé, de type auvent, ayant les caractéristiques suivantes :

- 1) Avoir un dégagement de 2,4 mètres au-dessus du trottoir;
- 2) Être distancé d'au moins 0,6 mètre de la chaussée.

Les éléments de la charpente de l'abri doivent être en métal tubulaire démontable. »

- 13° Une demande relative à la disposition (article 13) ayant pour objet de remplacer l'article 558 du règlement de zonage numéro 1528-17 afin qu'il se lise désormais comme suit :

« ARTICLE 558 SUPERFICIE

Un présentoir servant à l'étalage extérieur doit respecter une superficie maximale de 5 mètres carrés, sauf pour un marché public. »

- 14° Une demande relative à la disposition (article 14) ayant pour objet de remplacer l'article 559 du règlement de zonage numéro 1528-17 afin qu'il se lise désormais comme suit :

« ARTICLE 559 SÉCURITÉ

Un triangle de visibilité conforme aux dispositions de la section relative à l'aménagement de terrain du présent chapitre doit, en tout temps, être préservé dans le cas où l'étalage extérieur est permis sur un terrain d'angle.

Les présentoirs ne doivent, en aucun cas, avoir pour effet d'obstruer une allée d'accès, une allée de circulation ou une case de stationnement pour personne handicapée. »

- 15° Une demande relative à la disposition (article 15) ayant pour objet de remplacer l'article 560 du règlement de zonage numéro 1528-17 afin qu'il se lise désormais comme suit :

« ARTICLE 560 DISPOSITIONS DIVERSES

1. L'étalage extérieur de produits mis en démonstration et l'installation d'un abri temporaire pour l'étalage ne doivent en rien affecter le bon fonctionnement de l'usage principal.
2. Le nombre minimal requis de cases de stationnement doit, en tout temps, être maintenu. Cependant, l'aménagement de présentoirs servants à l'étalage extérieur est autorisé dans la portion de cases de stationnement excédant les exigences de présent chapitre.
3. Les présentoirs utilisés à des fins d'étalage extérieur doivent être retirés lorsqu'ils ne sont pas utilisés ou à l'issue de la période d'autorisation.
4. L'étalage extérieur n'est permis qu'accessoirement à l'usage principal exercé sur le terrain ou dans le bâtiment et doit être exercé par l'exploitant de cet usage principal. La marchandise doit être reliée à la nature de l'usage principal de l'établissement devant lequel elle est étalée. »

- 16° Une demande relative à la disposition (article 16) ayant pour objet de remplacer l'article 561 du règlement de zonage numéro 1528-17 afin qu'il se lise désormais comme suit :

« ARTICLE 561 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Seuls les types d'étalage extérieur suivants sont autorisés :

1. L'étalage extérieur de fruits, légumes, fleurs, d'arbustes, d'arbres, d'articles, d'accessoires d'aménagement paysager et de jardin est autorisé aux conditions suivantes :
 - a) Ce type d'étalage est autorisé seulement pour l'usage principal commerce de « Vente au détail de produits de l'alimentation (54) », « Vente au détail (fleuriste) (5991) », « Vente au détail de quincaillerie (5251) » et « Vente au détail d'articles, d'accessoires d'aménagement paysager et de jardin », « Service d'horticulture (8291) », « Vente au détail d'articles, d'accessoires d'aménagement paysager et de jardin (536) » et « Commerces de grandes surfaces » ;
 - b) L'aire dans laquelle les produits reliés à la vente au détail sont étalés doit être située à une distance maximale de 4,0 mètres du bâtiment principal ;
 - c) L'aire dans laquelle les produits sont étalés doit être située à plus de 3,0 mètres d'une ligne de terrain ;

- d) L'étalage doit être réalisé à l'aide de présentoirs conçus spécifiquement pour cette fin autre que des palettes de manutention ou installations similaires ;
- e) La hauteur hors-tout des biens étalés ne peut excéder 2,0 mètres ;
- f) L'aire dans laquelle les produits sont étalés peut être située à l'intérieur d'un espace de stationnement hors rue sans empiéter sur une case requise en vertu du présent règlement.

2. L'étalage extérieur de fruits, légumes, fleurs, d'arbustes, d'arbres, d'articles, d'accessoires d'aménagement paysager et de jardin pour les établissements d'une superficie brute de planchers supérieure ou égale à 1 400 mètres carrés est autorisé aux conditions suivantes :

- a) Ce type d'étalage est autorisé seulement pour les usages principaux « Vente au détail d'articles, d'accessoires d'aménagement paysager et de jardin (536) », « Vente au détail de quincaillerie (5251) », un usage principal faisant partie de la sous-classe d'usages « Vente au détail de produits de l'alimentation (54) » ;
- b) La superficie au sol de l'aire dans laquelle les produits sont étalés ou entreposés ne peut excéder 15 % de la superficie brute de plancher occupée par l'établissement ;
- c) L'aire dans laquelle les produits sont étalés doit être située à plus de 3,0 mètres d'une ligne de terrain ;
- d) La hauteur hors-tout des biens étalés ne peut excéder 2,0 mètres ;
- e) À l'exception d'une aire d'étalage située à une distance d'au plus 4,0 mètres du bâtiment principal, l'aire dans laquelle les produits sont étalés ou entreposés doit être délimitée par une clôture ajourée d'une hauteur d'au plus 2,0 mètres ;
- f) L'étalage localisé à une distance d'au plus 4,0 mètres du bâtiment principal doit être réalisé à l'aide de présentoirs conçus spécifiquement pour cette fins autre que des palettes de manutention ou installations similaires ;
- g) L'aire dans laquelle les produits sont étalés peut être située à l'intérieur d'un espace de stationnement hors rue sans empiéter sur une case requise en vertu du présent règlement ;
- h) L'entreposage extérieur de terre, de pierre concassée, de sable ou de tout autre matériau similaire est permis seulement dans des sacs d'une capacité maximale de 50 kilogrammes ;
- i) Un bâtiment unimodulaire, un chapiteau ou un kiosque est autorisé comme bâtiment accessoire pour desservir l'étalage extérieur aux conditions suivantes :
 - i. le bâtiment accessoire peut être installé du 1^{er} mai au 15 novembre inclusivement de la même année civile ;
 - ii. le bâtiment accessoire n'empiète pas dans les marges minimales prescrites à la grille des spécifications applicables.

3. L'étalage extérieur de bonbonnes de carburant gazeux destinées à être vendues au détail, louées ou échangées est autorisé aux conditions suivantes :

- a) Ce type d'étalage est autorisé seulement pour les usages faisant partie de la classe d'usage « DÉBIT D'ESSENCE (C-7) » et des usages suivant : « Vente au détail de produits d'épicerie (5411, 5412) » et « Vente au détail de quincaillerie (5251) » ;
- b) La capacité de chaque bonbonne ne peut excéder 9,1 kilogrammes ;
- c) Les bonbonnes doivent être placées dans une étagère grillagée comprenant des portes munies d'un dispositif de verrouillage. Cette étagère doit être fixe et contiguë au bâtiment principal ;
- d) Le nombre de bonbonnes ne peut excéder 30 ;
- e) L'aire dans laquelle les bonbonnes sont étalées ne peut être située dans une cour arrière, à moins que l'aire ne satisfasse les conditions d'aménagement du service de la prévention incendie ;
- f) La superficie au sol utilisée pour l'étalage extérieur ne peut excéder 5 % de la superficie brute de plancher occupée par l'établissement ;

- g) L'étagère dans laquelle les bonbonnes sont étalées ne peut être située à moins de 1,5 mètre d'une ligne de rue.
4. L'étalage extérieur de véhicules destinés à être vendus ou loués est autorisé aux conditions suivantes :
- a) Ce type d'étalage est autorisé seulement pour un usage principal « Vente au détail de véhicules automobiles neufs et usagés (5511) », « Vente au détail de véhicules automobiles usagés seulement », pour l'usage « Vente au détail de machinerie lourde (5597) », « Service de location d'automobile (6353) » ou « Service de location de camions, de remorques utilitaires et de véhicules de plaisance (6355) » ;
 - b) À moins de dispositions particulières à la grille des spécifications applicable, l'aire dans laquelle les véhicules sont étalés est autorisée en cour avant, latérale et arrière. Lorsque l'aire est située en cour avant, elle ne peut occuper plus de 50 % de la cour avant du bâtiment principal sans jamais être située dans le prolongement des murs latéraux du bâtiment principal ;
 - c) L'aire dans laquelle de la machinerie lourde est étalée est autorisée en cour latérale et arrière uniquement ;
 - d) Toutes les roues des véhicules étalés doivent reposer directement au sol. Aucune structure ou installation permettant d'élever un véhicule et de le mettre en évidence n'est autorisée ;
 - e) L'aire dans laquelle les véhicules sont étalés doit être située à plus de 3,0 mètres d'une ligne de rue, à plus de 1,5 mètre de toute autre ligne de terrain ;
 - f) Une bande gazonnée d'une largeur minimale de 2 mètres, plantée d'arbustes et d'un arbre par 8,0 mètres linéaires de la ligne avant doit être aménagée entre l'aire dans laquelle les véhicules sont étalés et toute ligne de rue ;
 - g) L'aire dans laquelle les véhicules sont étalés ne doit pas occuper un espace de stationnement hors rue requis en vertu des dispositions du présent règlement ni une allée de circulation et ni une surface gazonnée et elle doit être pavée ;
 - h) Toute aire d'étalage d'une superficie supérieure à 200 mètres carrés doit être munie d'un système de drainage souterrain. La capacité du système de drainage devra être calculée par un professionnel compétent et conforme à la réglementation municipale applicable.

5. L'étalage extérieur de produits liés à l'entretien, à la sécurité ou à la promotion, de produits de machine de distributions automatisées et l'étalage extérieur de sacs de glace est autorisé aux conditions suivantes :

- a) Ce type d'étalage est autorisé seulement pour un usage principal faisant partie de la classe d'usage « Débit d'essence (C-7) » et des usages suivants : « Vente au détail de produits d'épicerie (5411, 5412) » et « Dépanneur (sans vente d'essence) (5413) » ;
- b) Tous les produits liés à l'entretien, à la sécurité ou à la promotion doivent être étalés dans un présentoir occupant une superficie au sol de 3,0 mètres carrés ;
- c) Le nombre de présentoirs autorisés est fixé comme suit :
 - i. Un seul présentoir situé près du bâtiment principal ;
 - ii. Un seul présentoir par îlot de distributeur de carburant et situé sur cet îlot ;
- d) Un congélateur contenant des sacs de glace et les produits de machine de distributions automatisées sont autorisés à la condition qu'ils soient adjacents au bâtiment principal.

6. L'étalage extérieur de produits reliés à la vente au détail, location d'outils et d'équipements et de vente au détail de véhicules récréatifs, de motocyclettes et de motoneiges est autorisé aux conditions suivantes :

- a) Ce type d'étalage est autorisé seulement pour les usages suivants : « Vente au détail de quincaillerie (5251) », « Service de location d'outils et d'équipements (6352) », « Vente au détail de véhicules récréatifs et de roulottes de tourisme (5595) » et « Vente au détail de motocyclettes, motoneiges et de leur accessoires (5594) » ;
- b) L'aire dans laquelle les produits reliés à la vente au détail ou la location sont étalés doit être située à une distance maximale de 4,0 m du bâtiment principal ;
- c) Aucun aménagement, structure ou installation permettant d'élever un véhicule, une roulotte, une motocyclette ou une motoneige de façon à le mettre en évidence n'est autorisé ;
- d) L'aire dans laquelle les produits sont étalés peut être située à l'intérieur d'un espace de stationnement hors rue sans empiéter sur une case requise en vertu du présent règlement. »

17° Une demande relative à la disposition (article 18) ayant pour objet de remplacer l'article 572 du règlement de zonage numéro 1528-17 afin qu'il se lise désormais comme suit :

« ARTICLE 572 GÉNÉRALITÉ

Les kiosques temporaires de vente de fruits, de légumes et de fleurs sont autorisés aux conditions suivantes :

1. Lorsqu'ils sont situés sur un terrain occupé par un commerce ou un établissement public situé sur la rue Saint-Pierre, sur le boulevard Monchamp et la rue Sainte-Catherine. Ceux-ci doivent être sur des terrains qui sont occupé par un bâtiment principal dont l'usage principal doit être : « Vente au détail de produits de l'alimentation (54) », « Vente au détail (fleuriste) (5991) », « Vente au détail de quincaillerie (5251) » et « Vente au détail d'articles, d'accessoires d'aménagement paysager et de jardin », « Service d'horticulture (8291) », « Vente au détail d'articles, d'accessoires d'aménagement paysager et de jardin (536) » et « Commerces de grandes surfaces ».
2. Lorsqu'ils sont situés sur un terrain utilisé à des fins agricoles et que les produits offerts sont les mêmes que ceux produits par l'entreprise agricole qui occupe ce terrain.
3. Un seul kiosque temporaire est autorisé par terrain, sauf dans le cas d'un marché public.
4. Les kiosques de vente temporaires doivent respecter les dispositions suivantes :
 - a) Les matériaux utilisés doivent être de bois peint ou traité ou une structure de métal recouverte d'une toile imperméabilisée d'une épaisseur minimale de 15 millimètres; l'usage de polythène est prohibé;
 - b) La superficie maximale occupée par le kiosque doit être de 20 mètres carrés;
 - c) Le kiosque doit se situer à une distance minimale de 2 mètres de la ligne avant du terrain et de 2 mètres des lignes latérales du terrain;
 - d) Le kiosque doit être démonté et remisé à la fin de chaque période d'opération;

- e) La superficie totale de l'affichage ne doit pas excéder 2 mètres carrés. Toute enseigne pour un kiosque non permanent doit être retirée lors du démantèlement du kiosque.
 - f) La durée d'installation d'un kiosque de vente temporaire ne peut excéder 6 mois par année civile.
5. Les kiosques destinés à la vente de fruits, de légumes et de fleurs installés de façon permanente doivent respecter les normes applicables aux constructions accessoires. De plus, les kiosques permanents doivent également respecter les dispositions suivantes :
- a) Les kiosques permanents sont uniquement permis lorsqu'ils sont situés sur un terrain utilisé à des fins agricoles et que les produits offerts sont les mêmes que ceux produits par l'entreprise agricole qui occupe ce terrain.
 - b) Le revêtement extérieur du kiosque doit être d'un matériau permis au présent règlement;
 - c) La superficie maximale occupée par le kiosque doit être de 30 mètres carrés;
 - d) Le kiosque doit être situé à une distance minimale de 2 mètres de toutes les limites du terrain;
 - e) La superficie totale de l'affichage ne doit pas excéder 2 mètres carrés;
 - f) L'opération d'un kiosque installé de façon permanente est autorisée uniquement du 15 avril au 15 novembre de la même chaque année. (COC temporaire). »

18° Une demande relative à la disposition (article 20) ayant pour objet de remplacer l'article 581 du règlement de zonage numéro 1528-17 afin qu'il se lise désormais comme suit :

« ARTICLE 581 APPLICATION

Les journées promotionnelles sont autorisés à titre d'usage temporaire aux classes d'usage du groupe « COMMERCE (C) » uniquement dans les cas suivants :

- 1. Pour l'ouverture d'un nouveau commerce ou à l'anniversaire d'ouverture de ce dernier.
- 2. Dans le cadre d'un changement de raison sociale ou de propriétaire(s).
- 3. Lors de la réouverture d'un commerce (ayant impliqué sa fermeture temporaire d'un minimum de 5 jours consécutifs), à la suite de réparation, rénovation ou agrandissement.
- 4. L'étalage extérieur lié à la vente de vêtement aux conditions suivantes :
 - a) Ce type d'étalage est autorisé seulement pour l'usage principal commerce de « Vente au détail de vêtements (565)», Vente au détail de vêtements et d'accessoires pour hommes (5610) », « Vente au détail de vêtements prêt-à-porter pour femmes (5620) » et « Vente au détail de vêtements de fourrure (5680)», « Vente au détail de vêtements et d'articles usagés (sauf le marché aux puces) (5693) », « Autres activités de vente au détail de vêtements, comme les accessoires (5699) » et « Commerces de grandes surfaces » ;
 - b) L'aire dans laquelle les produits reliés à la vente au détail sont étalés doit être située à une distance maximale de 4,0 mètres du bâtiment principal ;

- c) L'aire dans laquelle les produits sont étalés doit être située à plus de 3,0 mètres d'une ligne de terrain ;
- d) L'étalage doit être réalisé à l'aide de présentoirs conçus spécifiquement pour cette fin ;
- e) La hauteur hors-tout des biens étalés ne peut excéder 2,0 mètres ;
- f) L'aire dans laquelle les produits sont étalés peut être située à l'intérieur d'un espace de stationnement hors rue sans empiéter sur une case requise en vertu du présent règlement.

5. Les activités liées aux journées fériées.

Les journées promotionnelles doivent être tenues par des commerçants détenteurs d'un certificat d'autorisation d'affaires conformément au règlement sur les permis et certificats en vigueur et être reliées à l'activité commerciale exploitée. »

- 19° Une demande relative à la disposition (article 21) ayant pour objet de remplacer l'article 582 du règlement de zonage numéro 1528-17 afin qu'il se lise désormais comme suit :

« ARTICLE 582 NOMBRE AUTORISÉ

Deux (2) séquences de journées et événements promotionnelles sont autorisées par année de calendrier. Chacune peut avoir une durée maximale de dix (10) jours. Les jours ne sont pas cumulables. »

- 20° Une demande relative à la disposition (article 22) ayant pour objet d'ajouter l'article 587.1 à la sous-section 6.5.7 du règlement de zonage numéro 1528-17, lequel est libellé comme suit :

« ARTICLE 587.1 ENSEIGNE POUR JOURNÉE PROMOTIONNELLE

Les enseignes pour journée promotionnelle sont autorisées conformément à l'ARTICLE 1036 (alinéa 1), pourvu que :

- 1. Elles annoncent une journée promotionnelle qui doit se tenir sur le territoire de la ville de Saint-Constant.
- 2. L'enseigne devra être installé sur le terrain où se tiendra l'événement de la journée promotionnelle
- 3. Sa superficie n'excède pas 2,0 mètres carrés.
- 4. La période d'affichage n'excède pas dix (10) jours.
- 5. Elles soient enlevées au plus tard deux (2) jours après la fin de l'événement. »

- 21° Une demande relative à la disposition (article 23) ayant pour objet d'ajouter l'article 591.1 au règlement de zonage numéro 1528-17, lequel est libellé comme suit :

« ARTICLE 591.1 USAGES SPÉCIFIQUEMENT AUTORISÉS COMME USAGES ADDITIONNELS À CERTAINS USAGES PRINCIPAUX COMMERCIAUX

Sont autorisés comme usage additionnel à certains usages principaux commerciaux les activités suivantes :

| Usages spécifiquement autorisés comme usages additionnels à certains usages principaux commerciaux | |
|---|--|
| Usage principal | Usage complémentaire spécifiquement autorisé |
| COMMERCE DE DÉTAIL ET DE SERVICES DE PROXIMITÉ (C-1) COMMERCE DE DÉTAIL LOCAL (C-2) | 1) Comptoir postal 2) Commerce d'hébergement et de restauration (C-4) 3) Commerce de divertissement et d'activités récréotouristiques (C-5) |
| COMMERCE D'HÉBERGEMENT ET DE RESTAURATION (C-4) | 1) Restaurant 2) Salle de spectacle ou de réunion 3) Service de garde 4) Centre de santé, sauna, spa et <i>piscine</i> 5) Salle d'amusement* 6) Boutique de souvenirs, de vêtements et d'articles de sport 7) Centre de conditionnement physique 8) Salon de beauté, de coiffure et d'esthétique 9) <i>Terrasse saisonnière*</i> |
| COMMERCE DE DIVERTISSEMENT ET D'ACTIVITÉS RÉCRÉOTOURISTIQUES (C-5) | 1) <i>Terrasse saisonnière*</i> 2) Salle de spectacle ou de réunion 3) Salle d'amusement* 4) Restaurant 5) <i>Brasserie ou distillerie artisanale*</i> 6) Salle de spectacle ou de réception |
| DÉBITS D'ESSENCE (C-7) | 1) Dépanneur 2) Lave-auto 3) Bar laitier 4) Comptoir de nettoyage à sec 5) Remplissage ou vente de bonbonnes de gaz sous pression |
| COMMERCE DE GROS (C-10) | 1) Vente au détail de produits distribués, vendus en gros ou complémentaires à l'exercice de l'usage |
| DÉPANNEUR | 1) Bar laitier 2) Comptoir de nettoyage à sec 3) Vente et location de film 4) Logement du propriétaire de l'établissement |
| VENTE AU DÉTAIL D'APPAREILS OPTIQUES | 1) Service d'optométrie |
| SERVICE MÉDICAL ET DE SANTÉ | 1) Pharmacie 2) Vente au détail d'appareils optiques |
| VENTE AU DÉTAIL DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET SUPERMARCHÉ D'ALIMENTATION | 1) Préparation sur place d'aliments pour fins de vente au détail |
| BUREAU ADMINISTRATIF D'UNE ENTREPRISE IMMOBILIÈRE | 1) Entreposage intérieur |

| | |
|---|--|
| VENTE ET LOCATION D'AUTOMOBILES, DE MOTOCYCLETTES ET DE CAMIONNETTES EN ÉTAT DE FONCTIONNER | 1) Atelier et garage de réparation d'automobiles, de motocyclettes et de camionnettes 2) Vente au détail de véhicules automobiles, de motocyclettes et de camionnettes usagés |
| SALLE DE QUILLES, SALLE DE BILLARD | 1) Restauration |

»

22° Une demande relative à la disposition (article 24) ayant pour objet d'abroger les paragraphes 1, 2, 8 et 10 de l'article 592 « Dispositions relatives aux usages du groupe « Commerce » additionnels à un usage commercial au règlement de zonage numéro 1528-17, lesquels sont libellés comme suit :

- « 1. À l'exception des usages spécifiés à la présente section, seuls les usages commerciaux permis à l'intérieur de la zone sont autorisés comme usage additionnels. Ces usages additionnels peuvent être exercés sous une raison sociale distincte de celle de l'usage principal.
- 2. Un seul usage additionnel est autorisé par local, sauf pour la vente de véhicules neufs pour lequel le service de réparation automobile et la vente de véhicules usagés sont autorisés.
- 8. À l'exception des services de réparations automobiles liés à la vente au détail de véhicules automobiles neufs, et vente au détail de véhicules automobiles usagés, des bars additionnels aux usages prévus à l'ARTICLE 593 et à l'ARTICLE 594, un usage commercial additionnel ne doit en aucun cas occuper plus de 30 % de la superficie de plancher totale du local de l'usage principal.
- 10. Les usages suivants sont autorisés à titre d'usage additionnel à l'usage principal « Vente au détail de véhicules automobiles neufs et vente de véhicules automobiles usagés » :
 - a) Service de réparation d'automobiles (6411)
 - b) La vente de véhicules usagés en rapport à la vente au détail de véhicules automobiles neufs. »

23° Une demande relative à la disposition (article 25) ayant pour objet d'abroger l'article 596 au règlement de zonage numéro 1528-17, lequel est libellé comme suit :

« ARTICLE 596 APPLICATION

- 1. L'animation effectuée par un amuseur public, clown, chanteur ou musicien est uniquement autorisée à titre d'activité additionnelle à l'usage Restauration.
- 2. Aucun frais ne doit être perçu pour cette activité.
- 3. Aucun bruit découlant de cette activité ne doit pas être perceptible de l'extérieur du bâtiment.
- 4. Lorsque l'animation ne comporte pas de déplacement à l'intérieur de la place d'affaires, l'aire de plancher destinée à l'animation doit respecter une surface maximale de 8 mètres carrés. »

24° Une demande relative à la disposition (article 26) ayant pour objet de modifier par l'ajout à l'article 600 du règlement de zonage numéro 1528-17 des alinéas suivants, suite au tableau 2 dudit article :

« Lorsqu'une aire d'entreposage en sous-sol est liée à un usage du groupe « COMMERCE (C) » le ratio applicable pour la superficie de ladite aire d'entreposage est de 1 case par 75 m².

Malgré ce qui précède et les normes des cases de stationnement pour un usage du groupe « COMMERCE (C) », lors d'un changement d'usage commercial d'un local fait conformément à la réglementation de zonage en vigueur, le nombre minimal de cases de stationnement requis pour le nouvel usage n'est pas exigé, sauf pour les usages suivants :

| | |
|------|---|
| 155 | Maisons d'institutions religieuses |
| 1551 | Couvent |
| 1552 | Monastère |
| 1553 | Presbytère |
| 6511 | Service médical (cabinet de médecins et chirurgiens spécialisés) |
| 6512 | Service dentaire (incluant chirurgie et hygiène) |
| 6517 | Clinique médicale (cabinet de médecins généralistes) |
| 6519 | Autres services médicaux et de santé |
| 656 | Service de soins paramédicaux |
| 581 | Restauration avec service complet ou restreint |
| 5813 | Restaurant et établissement avec service restreint |
| 582 | Établissement où l'on sert à boire (boissons alcoolisées) et activités diverses |
| 691 | Activité religieuse |
| 9801 | Établissement à caractère érotique » |

- 25° Une demande relative à la disposition (article 27) ayant pour objet d'abroger l'article 901 du règlement de zonage numéro 1528-17, lequel est libellé comme suit :

« ARTICLE 901 SUPERFICIE

À l'exception des restaurants et bars additionnels à l'usage aréna, le ou les usages additionnels ne doivent en aucun cas occuper plus de 30 % de la superficie de plancher totale du bâtiment de l'usage principal. »

- 26° Une demande relative à la disposition (article 28) ayant pour objet d'ajouter l'alinéa 5 à l'article 903 relatif aux autres usages additionnels autorisés à la classe d'usage du groupe « Public P-2 et P-3 » au règlement de zonage numéro 1528-17, lequel est libellé comme suit :

« 5. Dans le cas des activités exercés sur un terrain dont la Ville de Saint-Constant est propriétaire, les usages des classes C-1, C-2, C-3, C-4 et C-5 sont autorisés à titre d'usage additionnel des classes du groupe « PUBLIC » (P-1, P-2, P-3 et P-4). »

Ainsi une demande relative à l'une de ces dispositions peut provenir de toute zone du territoire de la Ville de Saint-Constant.

Chaque disposition est réputée constituer une disposition distincte s'appliquant particulièrement à chaque zone visée.

Une telle demande vise à ce que le règlement contenant ces dispositions soit soumis à l'approbation des personnes habiles à voter de la zone à laquelle il s'applique.

(Plan de zonage de la Ville de Saint-Constant)

- 27° Une demande relative à la disposition (article 29) ayant pour objet de remplacer l'article 1297 du règlement de zonage numéro 1528-17 applicable à la zone H-544 afin qu'il se lise désormais comme suit :

« ARTICLE 1297 CONSTRUCTIONS ACCESSOIRES

Lorsqu'un projet intégré résidentiel est applicable dans la zone H-544, les bâtiments et équipements accessoires de type remise, serre domestique, foyer extérieur, piscine hors-terre, piscine semi-creusée, abri permanent ou temporaire, abri d'auto temporaire, véranda, corde à linge et appareil de télécommunication, ne sont pas autorisés. »

Peut provenir de la zone H-544 et des zones contiguës à celles-ci.

Une telle demande vise à ce que le règlement contenant cette disposition soit soumis à l'approbation des personnes habiles à voter de la zone à laquelle il s'applique et de celles de toute zone contiguë d'où provient une demande valide à l'égard de la disposition.

- 28° Une demande relative à la disposition (article 30) ayant pour objet d'abroger l'article 1373 applicable à la zone C-432 du règlement de zonage numéro 1528-17, lequel est libellé comme suit :

« ARTICLE 1373 GÉNÉRALITÉ

Dans les zones d'application, les dispositions particulières de la présente sous-section s'appliquent malgré toute disposition contraire. »

- 29° Une demande relative à la disposition (article 31) ayant pour objet d'abroger l'article 1374 applicable à la zone C-432 au règlement de zonage numéro 1528-17, lequel est libellé comme suit :

« ARTICLE 1374 ENTREPOSAGE

« L'entreposage extérieur de plantes, fleurs, semis, arbustes, pots, sac de paillis et tout autre produit connexe à l'exploitation d'un centre de jardin est spécifiquement autorisé à titre d'usage accessoire. »

Ainsi une demande relative à l'une de ces dispositions peut provenir de la zone C-432 et des zones contiguës à celle-ci.

Une telle demande vise à ce que le règlement contenant cette disposition soit soumis à l'approbation des personnes habiles à voter de la zone à laquelle il s'applique et de celles de toute zone contiguë d'où provient une demande valide à l'égard de la disposition.

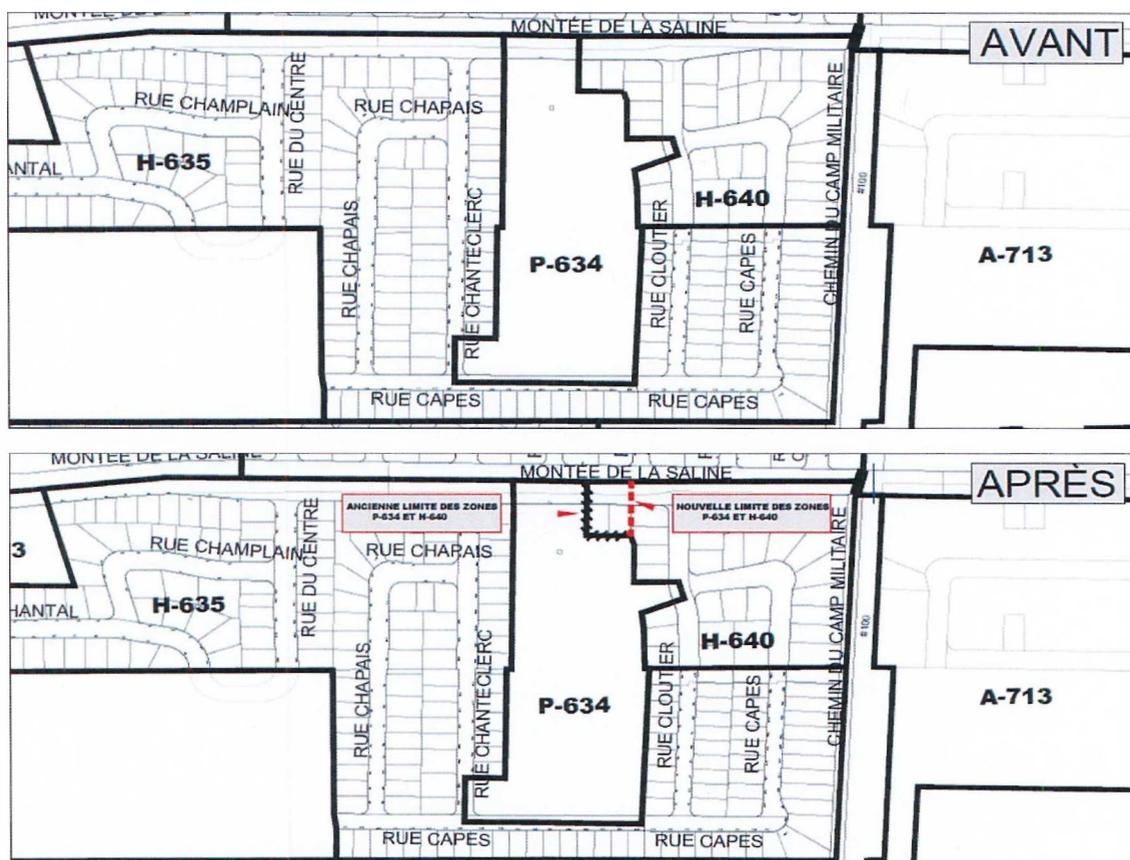
- 30° Une demande relative à la disposition (article 32) ayant pour objet d'ajouter à l'article 1486 le paragraphe 3, au règlement de zonage numéro 1528-17, lequel est libellé comme suit :

« 3. Précision sur le lot 2 870 138 du cadastre du Québec sur le territoire de la ville de Saint-Constant, tel que délimité au plan des zones inondables de l'annexe C, qui comporte une précision quant aux limites de la plaine inondable (Règl. 203 en vigueur le 18 décembre 2019, feuillet 28b-AH). »

Peut provenir de la zone H-425 et des zones contiguës à celles-ci.

Une telle demande vise à ce que le règlement contenant cette disposition soit soumis à l'approbation des personnes habiles à voter de la zone à laquelle il s'applique et de celles de toute zone contiguë d'où provient une demande valide à l'égard de la disposition.

- 32° Une demande relative à la disposition (article 34) ayant pour objet de modifier le feuillet numéro 1 du plan de zonage en annexe A du règlement de zonage de la Ville de Saint-Constant numéro 1528-17 par l'agrandissement de la zone P-634 au détriment de la zone H-640 faisant en sorte que les limites des nouvelles zones P-634 et H-640 sont les suivantes :



Peut provenir des zones P-634 et H-640 et des zones contiguës à celles-ci.

Cette disposition est réputée constituer une disposition distincte s'appliquant particulièrement à chaque zone mentionnée. Une telle demande vise à ce que le règlement contenant cette disposition soit soumis à l'approbation des personnes habiles à voter de la zone à laquelle il s'applique et de celles de toute zone contiguë d'où provient une demande valide à l'égard de la disposition.

- 33° Une demande relative à la disposition (article 35) ayant pour objet de modifier l'annexe B du règlement de zonage numéro 1528-17 par le remplacement de la grille des spécifications applicables à la zone CGS-102 par celle ci-jointe.

Peut provenir de la zone CGS-102 et des zones contiguës à celles-ci.

Une telle demande vise à ce que le règlement contenant cette disposition soit soumis à l'approbation des personnes habiles à voter de la zone à laquelle il s'applique et de celles de toute zone contiguë d'où provient une demande valide à l'égard de la disposition.

- 34° Une demande relative à la disposition (article 36) ayant pour objet de modifier l'annexe B du règlement de zonage numéro 1528-17 par le remplacement de la grille des spécifications applicable à la zone MS-224 par celle ci-jointe.

Peut provenir de la zone MS-224 et des zones contiguës à celles-ci.

Une telle demande vise à ce que le règlement contenant cette disposition soit soumis à l'approbation des personnes habiles à voter de la zone à laquelle il s'applique et de celles de toute zone contiguë d'où provient une demande valide à l'égard de la disposition.

- 35° Une demande relative à la disposition (article 37) ayant pour objet de modifier l'annexe B du règlement de zonage numéro 1528-17 par le remplacement de la grille des spécifications applicable à la zone MS-225 par celle ci-jointe.

Peut provenir de la zone MS-225 et des zones contiguës à celles-ci.

Une telle demande vise à ce que le règlement contenant cette disposition soit soumis à l'approbation des personnes habiles à voter de la zone à laquelle il s'applique et de celles de toute zone contiguë d'où provient une demande valide à l'égard de la disposition.

- 36° Une demande relative à la disposition (article 38) ayant pour objet de modifier l'annexe B du règlement de zonage numéro 1528-17 par le remplacement de la grille des spécifications applicable à la zone MS-301 par celle ci-jointe.

Peut provenir de la zone MS-301 et des zones contiguës à celles-ci.

Une telle demande vise à ce que le règlement contenant cette disposition soit soumis à l'approbation des personnes habiles à voter de la zone à laquelle il s'applique et de celles de toute zone contiguë d'où provient une demande valide à l'égard de la disposition.

- 37° Une demande relative à la disposition (article 39) ayant pour objet de modifier l'annexe B du règlement de zonage numéro 1528-17 par le remplacement de la grille des spécifications applicable à la zone C-427 par celle ci-jointe.

Peut provenir de la zone C-427 et des zones contiguës à celles-ci.

Une telle demande vise à ce que le règlement contenant cette disposition soit soumis à l'approbation des personnes habiles à voter de la zone à laquelle il s'applique et de celles de toute zone contiguë d'où provient une demande valide à l'égard de la disposition.

- 38° Une demande relative à la disposition (article 40) ayant pour objet de modifier l'annexe B du règlement de zonage numéro 1528-17 par le retrait de la grille des spécifications applicable à la zone C-432.

Peut provenir de la zone actuelle C-432 et des zones contiguës à celles-ci.

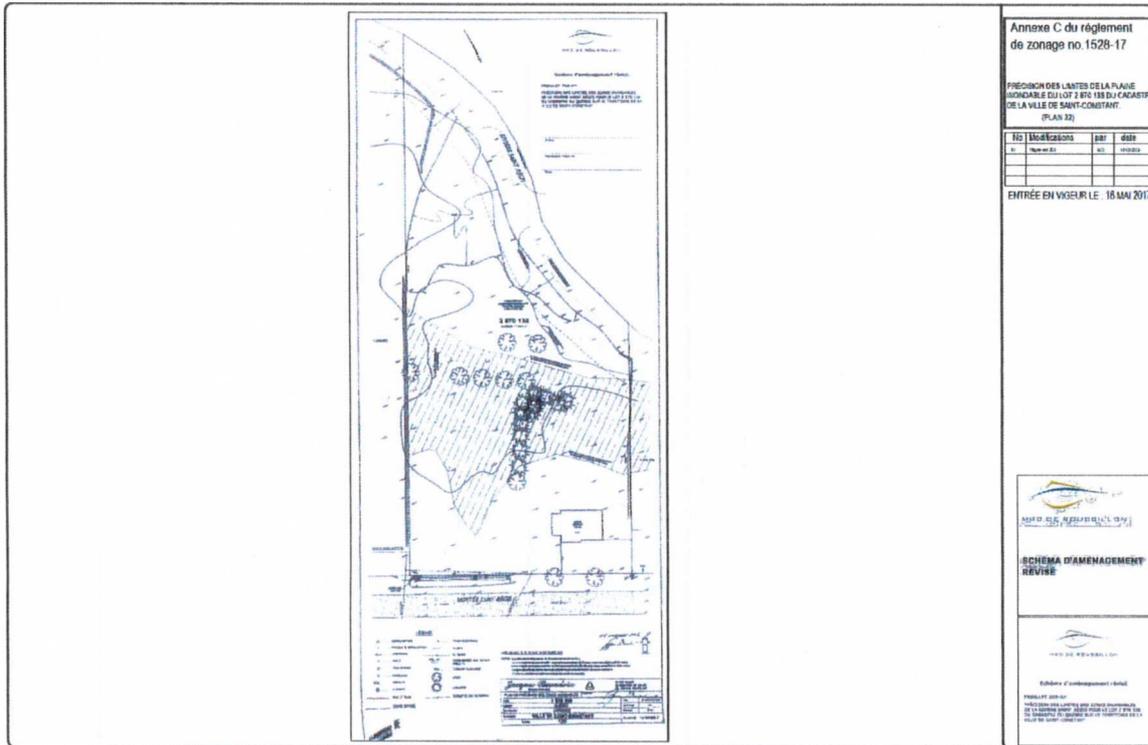
Une telle demande vise à ce que le règlement contenant cette disposition soit soumis à l'approbation des personnes habiles à voter de la zone à laquelle il s'applique et de celles de toute zone contiguë d'où provient une demande valide à l'égard de la disposition.

- 39° Une demande relative à la disposition (article 41) ayant pour objet de modifier l'annexe B du règlement de zonage numéro 1528-17 par le remplacement de la grille des spécifications applicable à la zone C-434 par celle ci-jointe, laquelle est maintenant applicable à la zone H-434.

Peut provenir de la zone actuelle C-434 et des zones contiguës à celles-ci.

Une telle demande vise à ce que le règlement contenant cette disposition soit soumis à l'approbation des personnes habiles à voter de la zone à laquelle il s'applique et de celles de toute zone contiguë d'où provient une demande valide à l'égard de la disposition.

- 42° Une demande relative à la disposition (article 44) ayant pour objet de modifier l'annexe C du règlement de zonage numéro 1528-17 par l'ajout du plan 32 ci-dessous.



Peut provenir de la zone H-425 et des zones contiguës à celles-ci.

Une telle demande vise à ce que le règlement contenant cette disposition soit soumis à l'approbation des personnes habiles à voter de la zone à laquelle il s'applique et de celles de toute zone contiguë d'où provient une demande valide à l'égard de la disposition.

Grilles modifiées (modifications en rouge) :

| Grille des spécifications | | | | | | | Numéro de zone: CGS - 102 | | |
|--|---|--|-----------|-------------|-------------|-----------|---------------------------|--------|--|
| | | | | | | | Dominance d'usage: C | | |
| USAGES | Habitat | unifamiliale | H-1 | | | | | | |
| | | bi et tri-familiale | H-2 | | | | | | |
| | | multifamiliale de 4 à 20 logements | H-3 | | | | | | |
| | | multifamiliale de 20 logements et plus | H-4 | | | | | | |
| | | résidence mobile | H-5 | | | | | | |
| | | collective | H-6 | | | | | | |
| | Commercia | détail et services de proximité | C-1 | X | | | | | |
| | | détail local | C-2 | X | | | | | |
| | | service professionnels spécialisés | C-3 | X | | | | | |
| | | hébergement et restauration | C-4 | | X | | | | |
| | | divertissement et activités récréotourist. | C-5 | | | X | | | |
| | | détail et services contraignants | C-6 | | | | | | |
| | | débit d'essence | C-7 | | | | X | | |
| | | vente et services reliés à l'automobile | C-8 | | | | | | |
| | | artériel | C-9 | | | | | | |
| | | gros | C-10 | | | | | | |
| | | lourd et activité para-industrielle | C-11 | | | | | | |
| | Industrie | prestige | I-1 | | | | | | |
| | | légère | I-2 | | | | | | |
| | | lourde | I-3 | | | | | | |
| extractive | | I-4 | | | | | | | |
| Institutionnel | parc, terrain de jeux et espace naturel | P-1 | | | | | | | |
| | institutionnel et administratif | P-2 | | | | | | | |
| | communautaire | P-3 | | | | | | | |
| | infrastructure et équipement | P-4 | | | | | | | |
| Agricole | culture du sol | A-1 | | | | | | | |
| | élevage | A-2 | | | | | | | |
| | élevage en réclusion | A-3 | | | | | | | |
| Cons. | conservation | CO-1 | | | | | | | |
| | récréation | CO-2 | | | | | | | |
| Permis exclus | usages spécifiquement permis | | | | | | (1, 2) | | |
| | usages spécifiquement exclus | | (3) | (4) | | | | (3, 4) | |
| BÂTIMENT | Structure | isolée | | X | X | X | X | X | |
| | | jumelée | | | | | | | |
| | | contiguë | | | | | | | |
| | Marges | avant (m) | min. | 7,6 | 7,6 | 7,6 | 7,6 | 7,6 | |
| | | latérale (m) | min. | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | |
| | | latérales totales (m) | min. | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | |
| | | arrière (m) | min. | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | |
| | Dimension | largeur (m) | min. | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | |
| | | hauteur (étages) | min. | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | |
| | | hauteur (étages) | max. | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | |
| hauteur (m) | | min. | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | | |
| hauteur (m) | | max. | 24 | 24 | 24 | 24 | 24 | | |
| superficie totale de plancher (m ²) | | min. | 405 (5,6) | 1 000 (7,6) | 1 000 (7,6) | 405 (5,6) | 1 000 (7,6) | | |
| nombre d'unités de logement/bâtiment | max. | | | | | | | | |
| catégorie d'entreposage extérieur autorisé | | | | | | | | (9) | |
| projet intégré | | | X | X | X | X | X | | |
| TERRAIN | largeur (m) | min. | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 | | |
| | profondeur (m) | min. | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 | | |
| | superficie (m ²) | min. | 900 | 900 | 900 | 900 | 900 | | |
| Développement, redéveloppement ou requalification (voir article 28) | | | | | | | | | |
| DIVERS | Densité brute (log/1000 m ²) | (m ²) | - | - | - | - | - | | |
| | Rapport bâti / terrain, minimum | (%) | ,25 (12) | ,25 (12) | ,25 (12) | ,25 (12) | ,25 (12) | | |
| | Rapport plancher(s)/terrain(COS), minimum | (%) | ,45 (12) | ,45 (12) | ,45 (12) | ,45 (12) | ,45 (12) | | |
| | Dispositions particulières | | (10, 11) | (10, 11) | (10, 11) | (10, 11) | (10, 11) | | |
| | P.P.U. | | | | | | | | |
| | P.A.E. | | | | | | | | |
| P.I.I.A. | | X | X | X | X | X | | | |
| Numéro du règlement | | | | | | | | | |
| Entrée en vigueur (date) | | | | | | | | | |



- DISPOSITIONS PARTICULIÈRES**
- 1) **L'usage Cinéma est spécifiquement permis ainsi que l'usage Services reliés à l'automobile, catégorie 2, en tant qu'usage complémentaire aux commerces de grandes surfaces d'une superficie supérieure ou égale à 5000 mètres carrés.**
- 2) Centre commercial de quartier - 15 à 44 magasins (5004) : Vente au détail d'articles, d'accessoires d'aménagement paysager et de jardin (5361); Vente au détail de piscines, de spas et leurs accessoires (5370); Vente au détail d'ameublements et d'accessoires de bureau (5393); Vente au détail de meubles (5711); Vente au détail de revêtements de planchers et de murs (5712); Vente au détail de tentures et de rideaux (5713); Vente au détail de vaisselle, de verrerie et d'accessoires en métal (5714); Vente au détail de lits d'eau (5716); Vente au détail d'armoires, de coiffeuses et de meubles d'appoint (5717); Vente au détail d'autres équipements ménagers et d'ameublements (5719); Vente au détail d'appareils ménagers (5721) et Vente au détail d'aspirateurs et leurs accessoires (5722).
- 3) Établissements où l'on sert à boire (boissons alcoolisées) et activités diverses (582).
- 4) Salle de billard (7396); Autres lieux d'amusement (7399).
- 5) Bâtiments utilisés exclusivement à des fins commerciales dont la superficie de plancher brute totale est inférieure à 1000 mètres carrés.
- 6) Bâtiments utilisés exclusivement à des fins de bureaux dont la superficie de plancher brute totale est inférieure à 1000 mètres carrés.
- 7) Bâtiments utilisés presque exclusivement à des fins commerciales dont la superficie brute totale est de plus de 3500 mètres carrés.
- 8) Bâtiments utilisés exclusivement à des fins commerciales dont la superficie brute totale est située entre 1000 et 3500 mètres carrés.
- 9) L'entreposage extérieur de plantes, fleurs, arbustes et de tout autre produit connexe à l'exploitation d'un centre de jardin est spécifiquement autorisé à titre d'usage accessoire à un commerce comportant un centre de jardinage.
- 10) Voir les dispositions particulières prévues au Chapitre 12 du présent règlement, Sous-Section 12.12.1, applicables à la présente zone.
- 11) Voir la Section 12.10 du présent règlement concernant les dispositions applicables aux usages structurants à l'échelle régionale (Commerces de grande surface, bureaux, équipements institutionnel ou communautaire), Articles 1362 et 1363.
- 12) Même si cette zone est assujettie aux normes de développement, de redéveloppement ou de requalification (article 28), les règles de densification ne s'appliquent pas aux constructions déjà existantes.

Grille des spécifications

Numéro de zone: **MS-224**
 Dominance d'usage: **H**



| USAGES | Habitation | | Commerces | | Industrie | | Institutionnel | | Agricole | | Cons. | | Permis exclus | |
|--|--|-------------------|-----------|--------|-----------|--------|----------------|--------|----------------|----------------|---------|---------|---------------|---|
| | Description | Code | | | | | | | | | | | | |
| | unifamiliale | H-1 | | | | | | | | | | | | |
| | collective | H-2 | | | | | | | | | | | | |
| | Multifamiliale de 4 à 6 logements | H-3 | | | | | | | | | | | | |
| | Multifamiliale de 7 logements et plus | H-4 | X | X | X | | | | | | | | | |
| | Maison mobile | H-5 | | | | | | | | | | | | |
| | collective | H-6 | | | | X | | | | | | | | |
| | détail et services de proximité | C-1 | | | | | | X | X | | | | | |
| | détail local | C-2 | | | | | | X | X | | | | | |
| | service professionnels spécialisés | C-3 | | | | | | X | X | | | | | |
| | hébergement et restauration | C-4 | | | | | | | | X | | | | |
| | divertissement et activités récréotourist. | C-5 | | | | | | | | | X | | | |
| | détail et services contraignants | C-6 | | | | | | | | | | | | |
| | débit d'essence | C-7 | | | | | | | | | | | | |
| | vente et services reliés à l'automobile | C-8 | | | | | | | | | | | | |
| | artériel | C-9 | | | | | | | | | | | | |
| | gros | C-10 | | | | | | | | | | | | |
| | lourd et activité para-industrielle | C-11 | | | | | | | | | | | | |
| | prestige | I-1 | | | | | | | | | | | | |
| | légère | I-2 | | | | | | | | | | | | |
| | lourde | I-3 | | | | | | | | | | | | |
| | extractive | I-4 | | | | | | | | | | | | |
| | parc, terrain de jeux et espace naturel | P-1 | | | | | | | | | | | | |
| | institutionnel et administratif | P-2 | | | | | | X | X | | | | | |
| | communautaire | P-3 | | | | | | X | X | | | | | |
| | infrastructure et équipement | P-4 | | | | | | | | | | | | |
| | culture du sol | A-1 | | | | | | | | | | | | |
| | élevage | A-2 | | | | | | | | | | | | |
| | élevage en réclusion | A-3 | | | | | | | | | | | | |
| | conservation | CO-1 | | | | | | | | | | | | |
| | récréation | CO-2 | | | | | | | | | | | | |
| | usages spécifiquement permis | | (1) | | | | | (2, 4) | (2) | | | | | |
| | usages spécifiquement exclus | | | | | | | | | (4, 5) | (4, 5) | | | |
| BÂTIMENT | Structure | | | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X |
| | isolée | | | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X |
| | jumelée | | | | | | X | | | | X | | | |
| | contiguë | | | | | | X | | | | X | | | |
| | Marges | | | | | | | | | | | | | |
| | avant (m) | | min. | 8 | 9 | 8 | 8 | 7,6 | 7,6 | 7,6 | 7,6 | | | |
| | latérale (m) | | min. | 6 | 5,5 | 5,5 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | | | |
| | latérales totales (m) | | min. | | | | | | | | | | | |
| | arrière (m) | | min. | 9 | | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | | | |
| | Dimension | | | | | | | | | | | | | |
| largeur (m) | | min. | 18 | 18 | 18 | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | | | | |
| hauteur (étages) | | min. | 3 | 3 | 3 | 3 | 2 | 2 | 2 | 2 | | | | |
| hauteur (étages) | | max. | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | | | | |
| hauteur (m) | | min. | 10 | 10 | 10 | 10 | 6,5 | 6,5 | 6,5 | 6,5 | | | | |
| hauteur (m) | | max. | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 | | | | |
| superficie totale de plancher (m ²) | | min. | 1125 | 1125 | 1125 | 1125 | 675 | 750(6) | 750(6) | 750(6) | | | | |
| nombre d'unités de logement / bâtiment | | max. | | | | | | | | | | | | |
| catégorie d'entreposage extérieur autorisé | | | | | | | | | | | | | | |
| projet intégré | | | | | | X | | | X | | | | | |
| TERRAIN | largeur (m) | | min. | 30 | 35 | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 | |
| | profondeur (m) | | min. | 50 | 50 | 50 | 50 | 30 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | |
| | superficie (m ²) | | min. | 1500 | 1500 | 1500 | 1500 | 900 | 1600(3) | 1500(3) | 1600(3) | 1500(3) | | |
| Développement, redéveloppement ou requalification (voir article 28) | | | | | | | | | | | | | | |
| Densité brute (log/1000 m ²) | | (m ²) | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | - | - | - | | | |
| Rapport bâti / terrain, minimum | | (%) | ,25 | ,25 | ,25 | ,25 | ,25 | ,25 | ,25 | ,25 | ,25 | | | |
| Rapport plancher(s) / terrain (COS), minimum | | (%) | ,45 | ,45 | ,45 | ,45 | ,45 | ,45 | ,45 | ,45 | ,45 | | | |
| DIVERS | Dispositions particulières | | (7, 8) | (7, 8) | (7, 8) | (7, 8) | (7, 8) | (7, 8) | (7, 8, 9a, 10) | (7, 8, 9a, 10) | (7, 8b) | (7, 11) | | |
| | P.P.U. | | | | | | | | | | | | | |
| | P.A.E. | | | | | | | | | | | | | |
| | P.I.L.A. | | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | | |
| | Numéro du règlement | | | | | | | | | | | | | |
| | Entrée en vigueur (date) | | | | | | | | | | | | | |

- DISPOSITIONS PARTICULIÈRES**
- Seules les habitations multifamiliales et collectives de 20 logements et plus sont permises.
 - Les usages commerciaux et institutionnels autorisés ne peuvent être localisés qu'au rez-de-chaussée des bâtiments en mixité résidentielle. Les usages commerciaux doivent occuper un minimum de 50% de la superficie de plancher du rez-de-chaussée. Ces usages sont permis à titre autonome ou en mixité avec l'usage résidentiel multifamilial de 20 logements et plus seulement. Cependant, lorsqu'il y a mixité, seuls les usages commerciaux de classe C-1, C-2 et C-3 ainsi que l'usage public de classe P-2 et P-3 sont autorisés.
 - ~~Vente au détail de tondeuses, de souffleurs et leurs accessoires (560); service de réparation des tondeuses, de souffleurs et de leurs accessoires.~~
 - Établissements où l'on sert à boire (boissons alcoolisées) et activités diverses (582).
 - Salle de billard (7396); Autres lieux d'amusement (7399).
 - Les bâtiments utilisés exclusivement à des fins commerciales sont assujettis à une superficie brute de plancher maximale de 3500 mètres carrés. Article 1364 du présent règlement.
 - Voir les dispositions particulières prévues au Chapitre 12 du présent règlement, Sous-Section 12.14.2, applicables à la présente zone.
 - Voir la Section 13.7 du présent règlement, Dispositions relatives aux zones de niveau sonore élevé aux abords du réseau routier, Articles 1492 et 1493.
 - Voir la Section 12.8 du présent règlement, Dispositions particulières concernant les normes et les superficies maximales applicables au corridor de transport métropolitain, Sous-section 12.8.1, Dispositions applicables aux usages suivants :
 - Marchés d'alimentation dont la superficie de plancher brute totale se situe entre 3500 et 5000 mètres carrés et doivent respecter les dispositions édictées à l'Article 1351 du présent règlement.
 - Hôtels dont la superficie de plancher brute totale est supérieure à 3 600 mètres carrés et doivent respecter les dispositions édictées à l'Article 1362 du présent règlement.
 - Voir l'Article 89 du présent règlement spécifique aux particularités des installations d'intérêt métropolitain.
 - Voir l'Article 60 du présent règlement, article spécifique aux particularités des installations d'intérêt métropolitain.

Grille des spécifications

Numéro de zone: MS-225

Dominance d'usage: H

| USAGES | Description | Code | Spécifications | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------|--|------|----------------|---|---|---|---|---|-------|-----|---|-------|-------|--|--|---|--|--|--|--|
| | | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | | | | | | | | |
| Habitation | unifamiliale | H-1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | bi et trifamiliale | H-2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | multifamiliale de 4 à 6 logements | H-3 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | multifamiliale de 9 logements et plus | H-4 | X | X | X | | | | | | | | | | | | | | | |
| | maison mobile | H-5 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | collective | H-6 | | | | | | | | X | | | | | | | | | | |
| Commerce | détail et services de proximité | C-1 | | | | | | | X | X | | | | | | | | | | |
| | détail local | C-2 | | | | | | | X | X | | | | | | | | | | |
| | service professionnels spécialisés | C-3 | | | | | | | X | X | | | | | | | | | | |
| | hébergement et restauration | C-4 | | | | | | | | | | | X | | | | | | | |
| | divertissement et activités récréotourist. | C-5 | | | | | | | | | | | | | | X | | | | |
| | détail et services contraignants | C-6 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | débit d'essence | C-7 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | vente et services reliés à l'automobile | C-8 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | arriéral | C-9 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | gros | C-10 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | lourd et activité para-industrielle | C-11 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Industrie | prestige | I-1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | légère | I-2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | lourde | I-3 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | extractive | I-4 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Institutionnel | parc, terrain de jeux et espace naturel | P-1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | institutionnel et administratif | P-2 | | | | | | | X | X | | | | | | | | | | |
| | communautaire | P-3 | | | | | | | X | X | | | | | | | | | | |
| | infrastructure et équipement | P-4 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Agricole | culture du sol | A-1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | élevage | A-2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | élevage en réclusion | A-3 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cons. | conservation | CO-1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | récréation | CO-2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Permis/ exclus | usages spécifiquement permis | | (1) | | | | | | (2,3) | (2) | | | | | | | | | | |
| | usages spécifiquement exclus | | | | | | | | | | | (4,5) | (4,5) | | | | | | | |



DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

- Seules les habitations multifamiliales et collectives de 20 logements et plus sont permises.
- Les usages commerciaux et institutionnels autorisés ne peuvent être localisés qu'au rez-de-chaussée des bâtiments en mixité résidentielle. Les usages commerciaux doivent occuper un minimum de 50% de la superficie de plancher du rez-de-chaussée. Ces usages sont permis à titre autonome ou en mixité avec l'usage résidentiel multifamilial de 20 logements et plus seulement. Cependant, lorsqu'il y a mixité, seuls les usages commerciaux de classe C-1, C-2 et C-3 ainsi que l'usage public de classe P-2 et P-3 sont autorisés.
- ~~Vente au détail de pièces automobiles et d'accessoires usagés (6503).~~
- Établissements où l'on sert à boire (boissons alcoolisées) et activités diverses (582).
- Salle de billard (7396); Autres lieux d'amusement (7399).
- Les bâtiments utilisés exclusivement à des fins commerciales sont assujettis à une superficie brute de plancher maximale de 3500 mètres carrés, Article 1354 du présent règlement.
- Voir les dispositions particulières prévues au Chapitre 12 du présent règlement. Sous-Section 12.14.2. applicables à la présente zone.
- Voir la Section 12.8 du présent règlement. Dispositions particulières concernant les normes et les superficies maximales applicables au corridor de transport métropolitain, Sous-section 12.8.1. Dispositions applicables aux usages suivants :
 - Marchés d'alimentation dont la superficie de plancher brute totale se situe entre 3500 et 5000 mètres carrés et doivent respecter les dispositions édictées à l'Article 1351 du présent règlement.
 - Hôtels dont la superficie de plancher brute totale est supérieure à 3500 mètres carrés et doivent respecter les dispositions édictées à l'Article 1352 du présent règlement.
- Voir l'Article 60 du présent règlement, article spécifique aux particularités des installations d'intérêt métropolitain.
- Voir l'Article 89 du présent règlement spécifique aux particularités des installations d'intérêt métropolitain.

| BÂTIMENT | Description | Code | Spécifications | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|------------------------------------|------|----------------|-------|-------|---|-------|-----|---|----------|----------|----------|----------|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | | | | | | | | |
| Structure | isolée | | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X |
| | jumelée | | | | | | X | | | | X | | | | | | | | | |
| | contiguë | | | | | | X | | | | X | | | | | | | | | |
| Marges | avant (m) | min. | 7,6 | 8 | 8 | | 6 | 7,6 | | | 7,6 | 7,6 | | | | | | | | |
| | latérale (m) | min. | 5 | 5,5 | 6,5 | | 2 | 2 | | | 5 | 5 | | | | | | | | |
| | latérales totales (m) | min. | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | arrière (m) | min. | 9 | 9 | 9 | | 9 | 9 | | | 9 | 9 | | | | | | | | |
| Dimension | largeur (m) | min. | 18 | 18 | 18 | | 18 | 18 | | | 18 | 18 | | | | | | | | |
| | hauteur (étages) | min. | 3 | 3 | 3 | | 3 | 3 | | 2 | 2 | 3 | 3 | | | | | | | |
| | hauteur (étages) | max. | 4 | 4 | 4 | | 5 | 4 | | 3 | 5 | 4 | 4 | | | | | | | |
| | hauteur (m) | min. | 8 | 10 | 10 | | 10 | 8 | | 6,5 | 6,5 | 10 | 10 | | | | | | | |
| | hauteur (m) | max. | 24 | 24 | 24 | | 24 | 24 | | 16 | 16 | 24 | 24 | | | | | | | |
| | superficie totale de plancher (m²) | min. | 1 125 | 1 125 | 1 125 | | 1 125 | 875 | | 750(5,6) | 750(5,6) | 1 125(6) | 1 125(6) | | | | | | | |
| catégorie d'entreposage extérieur autorisé | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | projet intégré | | | | | | X | | | | X | | | | | | | | | |

| TERRAIN | Description | Code | Spécifications | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---------|-----------------|------|----------------|------|------|---|------|-----|---|---------|---------|------|------|--|--|--|--|--|--|--|
| | | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | | | | | | | | |
| | largeur (m) | min. | 30 | 30 | 30 | | 30 | 30 | | 30 | 30 | 30 | | | | | | | | |
| | profondeur (m) | min. | 60 | 60 | 60 | | 60 | 30 | | 60 | 60 | 60 | | | | | | | | |
| | superficie (m²) | min. | 1500 | 1500 | 1500 | | 1500 | 900 | | 1500(2) | 1500(2) | 1500 | 1500 | | | | | | | |

| Développement, redéveloppement ou requalification (voir article 28) | | | Spécifications | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|--|------|----------------|-----|-----|---|-----|-----|---|-----|-----|-----|--|--|--|--|--|--|--|--|
| | Description | Code | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | | | | | | | | |
| | Densité brute (log/1000 m²) | (m²) | 4 | 4 | 4 | | 4 | 4 | | 4 | 4 | | | | | | | | | |
| | Rapport bâti / terrain, minimum | (%) | ,25 | ,25 | ,25 | | ,25 | ,25 | | ,25 | ,25 | ,25 | | | | | | | | |
| | Rapport plancher(s)/terrain (COS), minimum | (%) | ,45 | ,45 | ,45 | | ,45 | ,45 | | ,45 | ,45 | ,45 | | | | | | | | |

| DIVERS | Dispositions particulières | | | Spécifications | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------|----------------------------|---------------------|--|----------------|---|---|---|---|---|---|---|---|----|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | | | | | | | | |
| | | P.P.U. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | P.A.E. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | P.I.I.A. | | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X |
| | | Numéro du règlement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Entrée en vigueur (date) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Grille des spécifications

Numéro de zone: **MS-301**
 Dominance d'usage: **H**



Saint-Constant

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

- 1) Seules les habitations multifamiliales de 20 logements et plus sont permises.
- 2) L'usage résidentiel (2 logements et plus) à l'étage est autorisé en occupation mixte avec les usages commerciaux de classe C-1, C-2 et C-3 ainsi qu'avec les usages publics de classe P-2 et P-3.
- ~~3) Danse et spectacles sans caractère érotique, accessoire à un bar, établissement commercial à heures prolongées (0902).~~
- 4) Salle de billard (7300); Autres lieux d'amusement (7300).
- 5) Les bâtiments utilisés exclusivement à des fins commerciales sont assujettis à une superficie brute de plancher maximale de 3500 mètres carrés, Article 1254 du présent règlement.
- 6) Voir les dispositions particulières prévues au Chapitre 12 du présent règlement, Sous-section 12.14.7, applicables à la présente zone.
- 7) Voir la Section 13.7 du présent règlement, Dispositions relatives aux zones de niveau sonore élevé aux abords du réseau routier, Articles 1462 et 1463.
- 8) Voir la Section 12.8 du présent règlement, Dispositions particulières concernant les normes et les superficies maximales applicables au corridor de transport métropolitain, Sous-section 12.8.1, Dispositions applicables aux usages suivants :
 - a) Marchés d'alimentation dont la superficie de plancher brute totale se situe entre 3500 et 5000 mètres carrés et doivent respecter les dispositions édictées à l'Article 1361 du présent règlement.
 - b) Hôtels dont la superficie de plancher brute totale est supérieure à 3500 mètres carrés et doivent respecter les dispositions édictées à l'Article 1362 du présent règlement.
- 9) Voir l'Article 60 du présent règlement, article spécifique aux particularités des installations d'intérêt métropolitain.
- 10) Voir l'Article 69 du présent règlement spécifique aux particularités des installations d'intérêt métropolitain.

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------|---|--|------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|-----|---|--|--|---|---|--|--|--|--|--|--|
| USAGES | Habitation | unifamiliale | H-1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | semi-familiale | H-2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | multifamiliale de 4 à 5 logements | H-3 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | multifamiliale de 6 logements et plus | H-4 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | maison mobile | H-5 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | collective | H-6 | | | | | | | X | X | | | | | | | | | | |
| | Commerce | détail et services de proximité | C-1 | | | | | | | X | X | | | | | | | | | | |
| | | détail local | C-2 | | | | | | | X | X | | | | | | | | | | |
| | | service professionnels spécialisés | C-3 | | | | | | | X | X | | | | | | | | | | |
| | | hébergement et restauration | C-4 | | | | | | | | | | | X | | | | | | | |
| | | diversissement et activités récréotourist. | C-5 | | | | | | | | | | | | X | | | | | | |
| | | détail et services contraignants | C-6 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | débit d'essence | C-7 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | vente et services reliés à l'automobile | C-8 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | artériel | C-9 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | gros | C-10 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | lourd et activité para-industrielle | C-11 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Industrie | prestige | I-1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | légère | I-2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | lourde | I-3 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| extractive | | I-4 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Institutionnel | parc, terrain de jeux et espace naturel | P-1 | | | | | | | X | X | | | | | | | | | | | |
| | institutionnel et administratif | P-2 | | | | | | | X | X | | | | | | | | | | | |
| | communautaire | P-3 | | | | | | | X | X | | | | | | | | | | | |
| | infrastructure et équipement | P-4 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Agricole | culture du sol | A-1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | élevage | A-2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | élevage en réclusion | A-3 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Cons. | conservation | CO-1 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | récréation | CO-2 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Permis exclus | usages spécifiquement permis | | (1) | (1) | (1) | (1) | (2) | (2) | (3) | (4) | | | | | | | | | | | |
| | usages spécifiquement exclus | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------|-----------------|--|-------|-------|-------|-------|-------|---------|-------|---------|---------|---|---|--|--|--|--|--|--|--|--|
| BÂTIMENT | Structure | isolée | | X | X | X | X | X | X | X | X | X | X | | | | | | | | |
| | | jumelée | | | | X | X | X | X | | | | | | | | | | | | |
| | | contiguë | | | | X | X | X | X | | | | | | | | | | | | |
| | Marges | avant (m) | min. | 8 | | 7,6 | | 7,6 | | 8 | 8 | | | | | | | | | | |
| | | latérale (m) | min. | 6 | | 5 | | 2 | | 6 | 6 | | | | | | | | | | |
| | | latérales totales (m) | min. | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | arrière (m) | min. | 9 | | 9 | | 9 | | 9 | 9 | | | | | | | | | | |
| | Dimension | largeur (m) | min. | 10 | | 15 | | 10 | | 16 | 18 | | | | | | | | | | |
| | | hauteur (étages) | min. | 3 | 3 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | | | | | | | | | | |
| | | hauteur (étages) | max. | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | | | | | | | | | | |
| | | hauteur (m) | min. | 10 | 10 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | 8 | | | | | | | | | | |
| | | hauteur (m) | max. | 17 | 17 | 17 | 17 | 17 | 17 | 17 | 17 | | | | | | | | | | |
| | | superficie totale de plancher (m²) | min. | 1 125 | 1 125 | 1 125 | 1 125 | 675 (5) | (5) | 810 (5) | 810 (5) | | | | | | | | | | |
| | | nombre d'unités de logement / bâtiment | max. | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| TERRAIN | largeur (m) | min. | 30 | | 30 | | 30 | | 30 | 30 | | | | | | | | | | | |
| | profondeur (m) | min. | 50 | | 30 | | 50 | | 60 | 60 | | | | | | | | | | | |
| | superficie (m²) | min. | 1 600 | | 900 | | 1 500 | | 1 800 | 1 800 | | | | | | | | | | | |

Développement, redéveloppement ou requalification (voir article 28)

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------|--|------|-------|-------|-------|-------|--------------|--------------|-----------|-----------|-------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| DIVERS | Densité brute (log/1000 m²) | (m²) | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | | | | | | | | | | | |
| | Rapport bâti / terrain, minimum | (%) | ,25 | ,25 | ,26 | ,26 | ,26 | ,26 | ,25 | ,25 | ,26 | | | | | | | | | | |
| | Rapport plancher(s) / terrain (COS), minimum | (%) | ,45 | ,45 | ,45 | ,45 | ,45 | ,45 | ,45 | ,45 | ,45 | | | | | | | | | | |
| | Dispositions particulières | | (6.7) | (6.7) | (6.7) | (6.7) | (6.7, 8a,10) | (6.7, 8a,10) | (6.7, 8b) | (6.7, 8b) | (6.9) | | | | | | | | | | |
| | P.P.U. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | P.A.E. | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | P.I.L.A. | | X | X | X | X | X | X | X | X | X | | | | | | | | | | |
| | Numéro du règlement | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Entrée en vigueur (date) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Annexe B
 Règlement de zonage
 numéro 1528-17

Grille des spécifications

Numéro de zone: **CH-427**
 Dominance d'usage: **CH**



DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

- 1) — Vente climatisation et chauffage.
- 2) — Importateur de cosmétiques.
- 3) — Service de construction résidentielle, entrepreneur général (6611).
- 4) — Établissements où l'on sert à boire (boissons alcoolisées) et activités diverses (582).
- 5) — Salle de billard (7396). Autres lieux d'amusement (7399).
- 6) — Les bâtiments utilisés exclusivement à des fins commerciales sont assujettis à une superficie brute de plancher maximale de 3500 mètres carrés; Article 1354 du présent règlement.
- 7) — Voir la Section 12.8 du présent règlement; Dispositions particulières concernant les normes et les superficies maximales applicables aux zones TOD, sous-section 12.8.3; Dispositions applicables aux usages suivants:
 - a) — Marchés d'alimentation dont la superficie de plancher brute totale se situe entre 3500 et 5000 mètres carrés et doivent respecter les dispositions édictées à l'Article 1351 du présent règlement.
 - b) — Hôtels dont la superficie de plancher brute totale est supérieure à 3500 mètres carrés et doivent respecter les dispositions édictées à l'Article 1352 du présent règlement.
- 8) — Voir l'Article 60 du présent règlement concernant les particularités des installations d'intérêt métropolitain.

| USAGES | Description | Code | Spécifications | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|--|-------------------|----------------|--------|--------|------|------|------|---|---|--|--|--|--|--|--|--|--|
| | | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | | | | | | | | | |
| USAGES | Habitat | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | unifamiliale | H-1 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | semi-familiale | H-2 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | multifamiliale de 4 à 5 logements | H-3 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | multifamiliale de 6 logements et plus | H-4 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | résidentielle | H-5 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | collective | H-6 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Commerces | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | détail et services de proximité | C-1 | | X | X | | | | | | | | | | | | | |
| | détail local | C-2 | | X | X | | | | | | | | | | | | | |
| | service professionnels spécialisés | C-3 | | X | X | | | | | | | | | | | | | |
| hébergement et restauration | C-4 | | | | X | | | | | | | | | | | | | |
| divertissement et activités récréotourist. | C-5 | | | | | | | X | | | | | | | | | | |
| détail et services contraignants | C-6 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| débit d'essence | C-7 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| vente et services reliés à l'automobile | C-8 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| artériel | C-9 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| gros | C-10 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| lourd et activité para-industrielle | C-11 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Industrie | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| prestige | I-1 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| légère | I-2 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| lourde | I-3 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| extractive | I-4 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Institutionnel | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| parc, terrain de jeux et espace naturel | P-1 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| institutionnel et administratif | P-2 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| communautaire | P-3 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| infrastructure et équipement | P-4 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Agricole | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| culture du sol | A-1 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| élevage | A-2 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| élevage en réclusion | A-3 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Parcs | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| conservation | CC-1 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| récréation | CC-2 | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Permis | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| usages spécifiquement permis | | | (+)(2-3) | | (6) | (8) | | | | | | | | | | | | |
| usages spécifiquement exclus | | | | | (+) | (6) | | | | | | | | | | | | |
| BÂTIMENT | Structure | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | isolée | | | X | X | X | X | X | X | | | | | | | | | |
| | jumelée | | | | X | | | | | X | | | | | | | | |
| | contiguë | | | | X | | | | | X | | | | | | | | |
| | Marges | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | avant (m) | min. | 7,6 | | 7,6 | 7,6 | | | | | | | | | | | | |
| | latérale (m) | min. | 0 | | 0 | 0 | | | | | | | | | | | | |
| | latérales totales (m) | min. | 5 | | 5 | 5 | | | | | | | | | | | | |
| | arrière (m) | min. | 0 | | 0 | 0 | | | | | | | | | | | | |
| | Dimension | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | largeur (m) | min. | 10 | | 10 | 10 | | | | | | | | | | | | |
| hauteur (étages) | min. | 4 | | 4 | 4 | 3 | 3 | | | | | | | | | | | |
| hauteur (étages) | max. | 0 | | 0 | 0 | 4 | 4 | | | | | | | | | | | |
| hauteur (m) | min. | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| hauteur (m) | max. | 10 | 14 | 10 | 10 | | | | | | | | | | | | | |
| superficie totale de plancher (m ²) | min. | 160(6) | 300(6) | 160(6) | 160(6) | | | | | | | | | | | | | |
| nombre d'unités de logement / bâtiment | max. | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| catégorie d'entreposage extérieur autorisé | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| projet intégré | | | | | X | | | | | | | | | | | | | |
| TERRAIN | largeur (m) | min. | 20 | | 20 | 20 | 40 | 40 | | | | | | | | | | |
| | profondeur (m) | min. | 30 | | 30 | 30 | 40 | 40 | | | | | | | | | | |
| | superficie (m ²) | min. | 600 | | 600 | 600 | 1500 | 1800 | | | | | | | | | | |
| Développement, redéveloppement ou requalification (voir article 28) | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| DIVERS | Densité brute (log/1000 m ²) | (m ²) | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | | | | | | | | | | |
| | Rapport bâti / terrain, minimum | (%) | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | | | | | | | | | | |
| | Rapport plancher(s)/terrain (COS), minimum | (%) | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | 45 | | | | | | | | | | |
| | Dispositions particulières | | | (7a) | (7a) | (7b) | (8) | | | | | | | | | | | |
| P.P.U. | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| P.A.E. | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| P.I.I.A. | | X | X | X | X | X | X | | | | | | | | | | | |
| Numéro du règlement | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Entrée en vigueur (date) | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Annexe B
 Règlement de zonage
 numéro 1528-17

| USAGES | Description | Code | Spécifications | | | | | | | | | | | |
|---|---|--|----------------|---|---|---|---|---|---|--|--|---|--|--|
| | | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | | | | | |
| Habitat | unifamiliale | H-1 | | | | | | | | | | | | |
| | collective unifamiliale | H-2 | | | | | | | | | | | | |
| | multifamiliale de 4 à 9 logements | H-3 | | | | | | | | | | | | |
| | multifamiliale de 10 logements et plus | H-4 | | | | | | | | | | | | |
| | mixte moyenne | H-5 | | | | | | | | | | | | |
| | collective | H-6 | | | | | | | | | | | | |
| | Commerce | détail et services de proximité | C-1 | * | | | | | | | | | | |
| | | détail local | C-2 | * | | | | | | | | | | |
| | | service professionnels spécialisés | C-3 | | * | | | | | | | | | |
| | | hébergement et restauration | C-4 | | | * | | | | | | | | |
| | | divertissement et activités récréotourist. | C-5 | | | | | * | | | | | | |
| détail et services contraignants | | C-6 | | | | | | | | | | | | |
| débit d'essence | | C-7 | | | | | | | | | | | | |
| vente et services reliés à l'automobile | | C-8 | | | | | | | | | | | | |
| artériel | | C-9 | | | | | | | | | | | | |
| gros | | C-10 | | | | | | | | | | | | |
| lourd et activité para-industrielle | | C-11 | | | | | | | | | | | | |
| Industrie | prestige | I-1 | | | | | | | | | | | | |
| | légère | I-2 | | | | | | | | | | | | |
| | lourde | I-3 | | | | | | | | | | | | |
| | extractive | I-4 | | | | | | | | | | | | |
| Institutionnel | parc, terrain de jeux et espace naturel | P-1 | | | | | | | | | | X | | |
| | institutionnel et administratif | P-2 | | | | | | | | | | | | |
| | communautaire | P-3 | | | | | | | | | | | | |
| | infrastructure et équipement | P-4 | | | | | | | | | | | | |
| Agricole | culture du sol | A-1 | | | | | | | | | | | | |
| | élevage | A-2 | | | | | | | | | | | | |
| | élevage en réclusion | A-3 | | | | | | | | | | | | |
| Cons. | conservation | CO-1 | | | | | | | | | | | | |
| | récréation | CO-2 | | | | | | | | | | | | |
| Permis exclus | usages spécifiquement permis | (+/-) | | | | | | | | | | | | |
| | usages spécifiquement exclus | | | | | | | | | | | | | |



DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

- 1) Service de travaux de finition de construction, vente au détail d'équipements de plomberie, de chauffage, de ventilation, de climatisation et de foyer; vente en gros de boissons non alcoolisées;
- 2) Service de construction résidentiel (entrepreneur général, 6611);
- 3) Établissements où l'on sert de boire (boissons alcoolisées) et activités diverses (582);
- 4) Salle de billard (7396); Autres lieux d'amusement (7399);
- 5) Voir la Section 12.9 du présent règlement, Dispositions particulières concernant les normes et les superficies maximales applicables aux zones Hors-TOD et Hors du corridor de transport métropolitain, Sous-sections 12.9.1 et 12.9.2; Dispositions applicables aux usages suivants:
 - a) Mixtes: Un bâtiment mixte (bâtiment utilisé aux fins de deux activités ou plus parmi les activités commerciales, de bureaux, institutionnelles et communautaires) est assujéti à respecter les superficies brutes de plancher maximales de 3000 mètres carrés et de 1500 mètres carrés utilisés pour chaque activité (Article 1359 du présent règlement);
 - b) Commerces: Un bâtiment utilisé uniquement pour cet usage, doit respecter une superficie brute de plancher maximale de 3500 mètres carrés (Article 1360 du présent règlement);
 - c) Bureau: Un bâtiment utilisé uniquement pour cet usage, doit respecter une superficie brute de plancher maximale de 1000 mètres carrés (Article 1361 du présent règlement);

| BÂTIMENT | Structure | Spécifications | | | | | | | |
|---|-----------|-----------------------|------|-----|-----|-----|-----|-----|---|
| | | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | |
| | | isolée | * | * | * | * | * | X | X |
| | jumelée | | | | | | X | X | |
| | contiguë | | | | | | X | X | |
| | Marges | avant (m) | min. | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | |
| | | latérale (m) | min. | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | |
| | | latérales totales (m) | min. | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | |
| | | arrière (m) | min. | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | |
| | Dimension | largeur (m) | min. | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | |
| | | hauteur (étages) | min. | 4 | 4 | 4 | 4 | 4 | 2 |
| hauteur (étages) | | max. | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 4 | |
| hauteur (m) | | min. | | | | | | | |
| hauteur (m) | | max. | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | 15 | |
| superficie totale de plancher (m ²) | | min. | 225 | 225 | 225 | 225 | 225 | 510 | |
| nombre d'unités de logement / bâtiment | max. | | | | | | | | |
| catégorie d'entreposage extérieur autorisé | | | | | | | | | |
| projet intégré | | | | | | | | | |

| TERRAIN | Description | | Spécifications | | | | | | |
|------------------------------|-------------|------|----------------|-----|-----|-----|------|----|--|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | | |
| | largeur (m) | min. | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 | 40 | |
| profondeur (m) | min. | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 | 40 | | |
| superficie (m ²) | min. | 900 | 900 | 900 | 900 | 900 | 1800 | | |

| DIVERS | Description | | Spécifications | | | | | | |
|--------------------------|----------------------------|---|----------------|---------|---------|---------|---------|--|--|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | | |
| | Dispositions particulières | | (5a-5b) | (5a-5b) | (5a-5b) | (5a-5b) | (5a-5b) | | |
| | P.P.U. | | | | | | | | |
| | P.A.E. | | | | | | | | |
| P.L.I.A. | | * | * | * | * | * | X | | |
| Numéro du règlement | | | | | | | | | |
| Entrée en vigueur (date) | | | | | | | | | |

Grille des spécifications

Numéro de zone: **P-634**
 Dominance d'usage: **P**



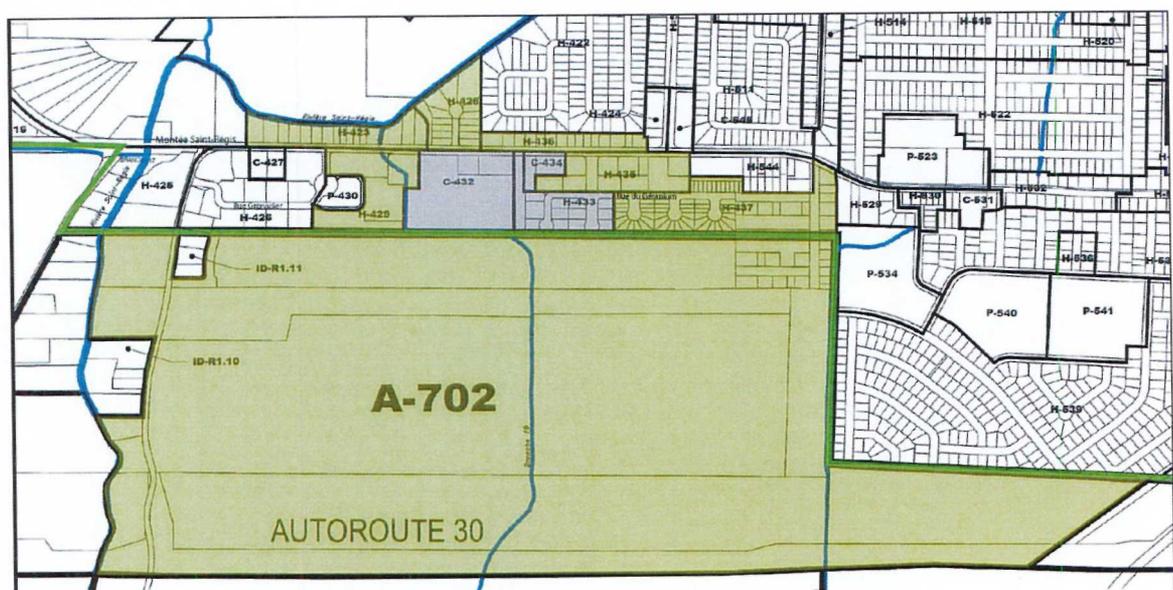
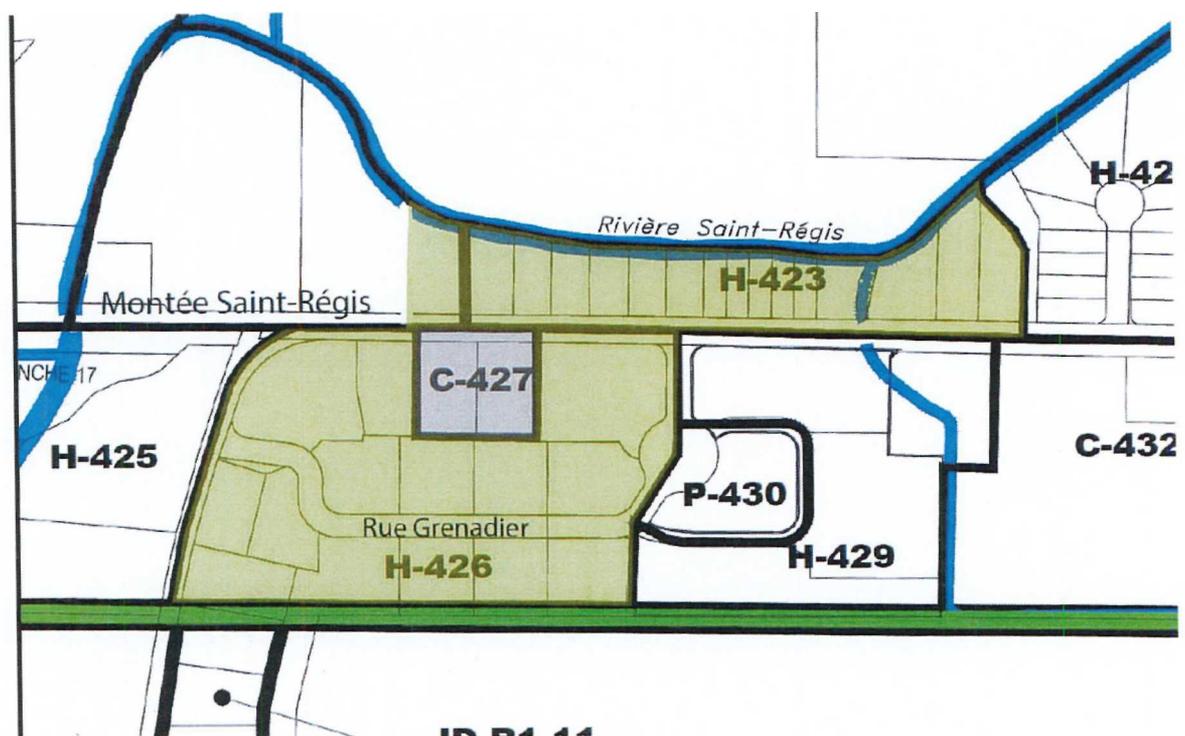
Saint-Constant

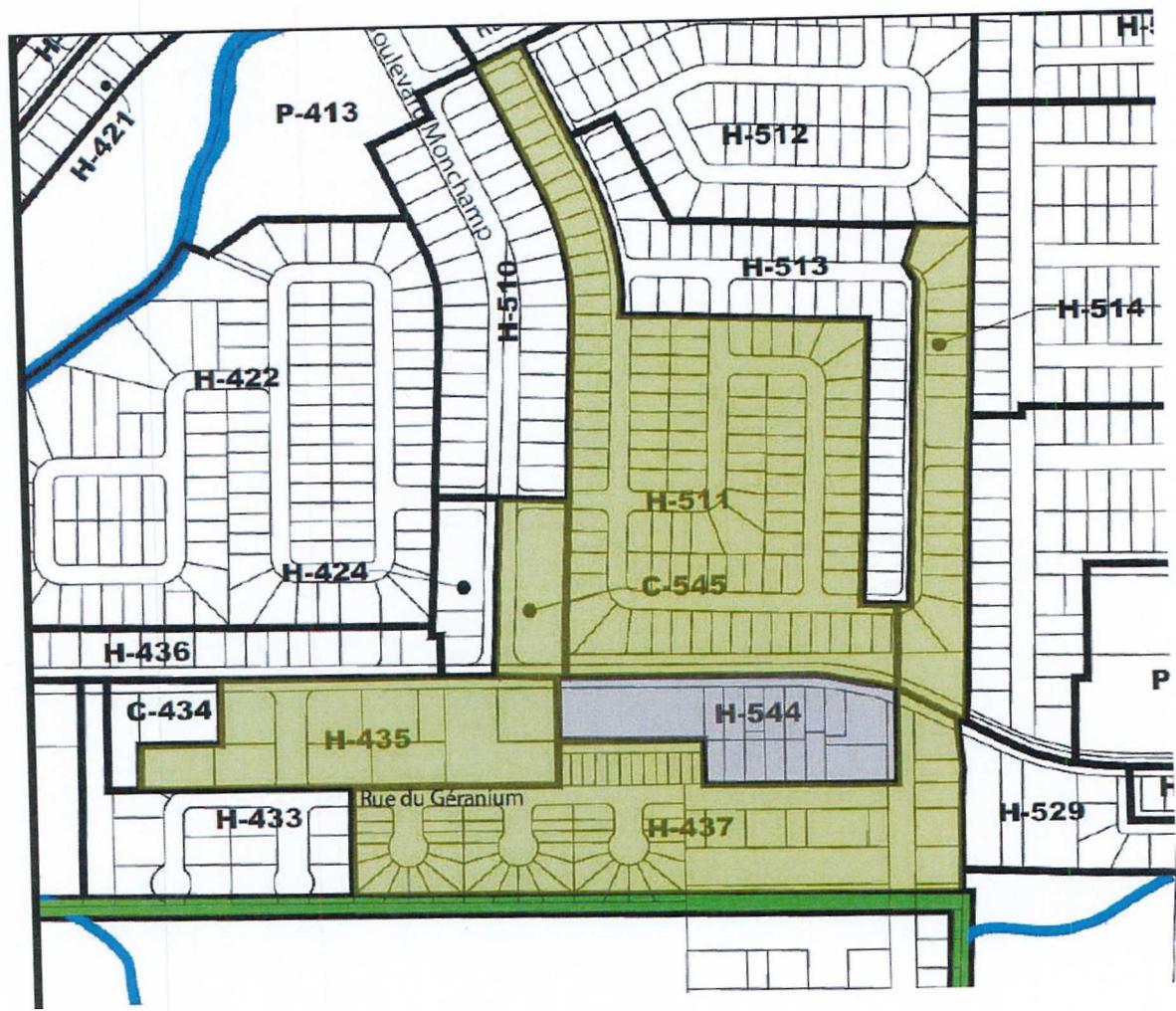
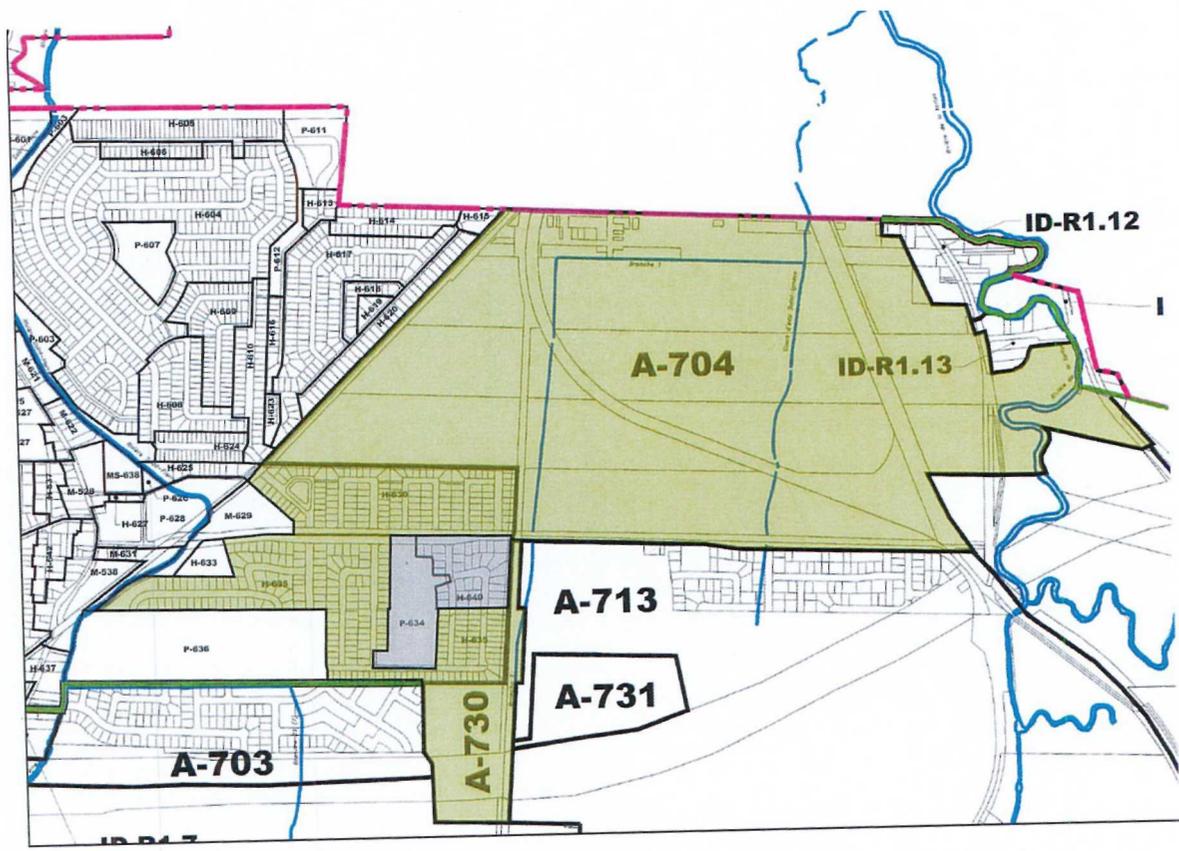
DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

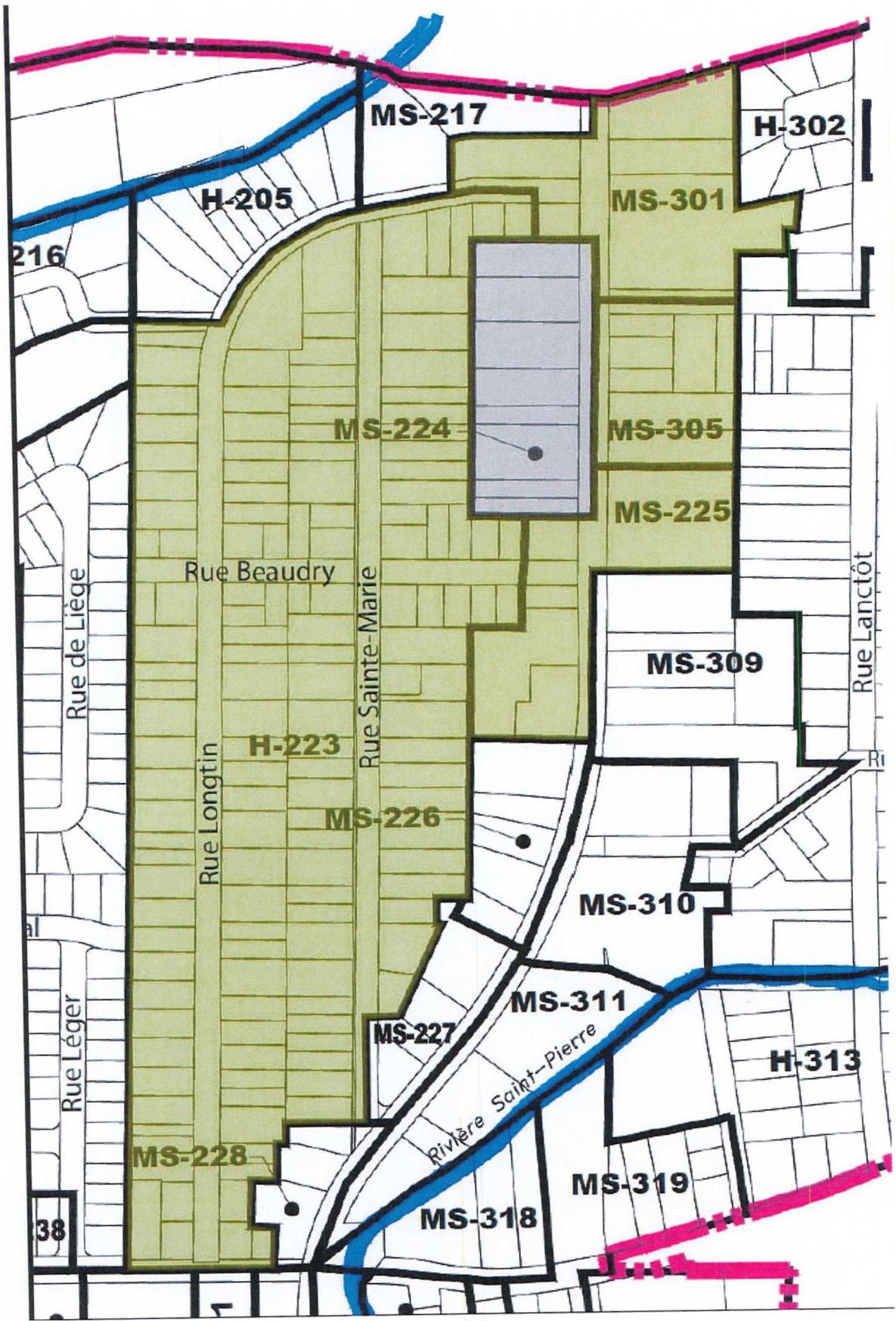
- 1) Plus d'un bâtiment principal est autorisé par terrain.
- 2) Les sections 4.5, 4.6, 4.8 et 4.10 à 4.13 du règlement de zonage 1528-17 ne s'appliquent pas.
- 3) Les sections 8.2 à 8.8, 8.10 et 8.11 du règlement de zonage 1528-17 ne s'appliquent pas.
- 4) 6713 Administration municipale et régionale, 7112 Musée, 7114 Salle d'exposition, 7115 Economusée, 7119 Autres activités culturelles, 7233 Salle de réunion, centre de conférences et congrès et 7290 Autres aménagements d'assemblées publiques

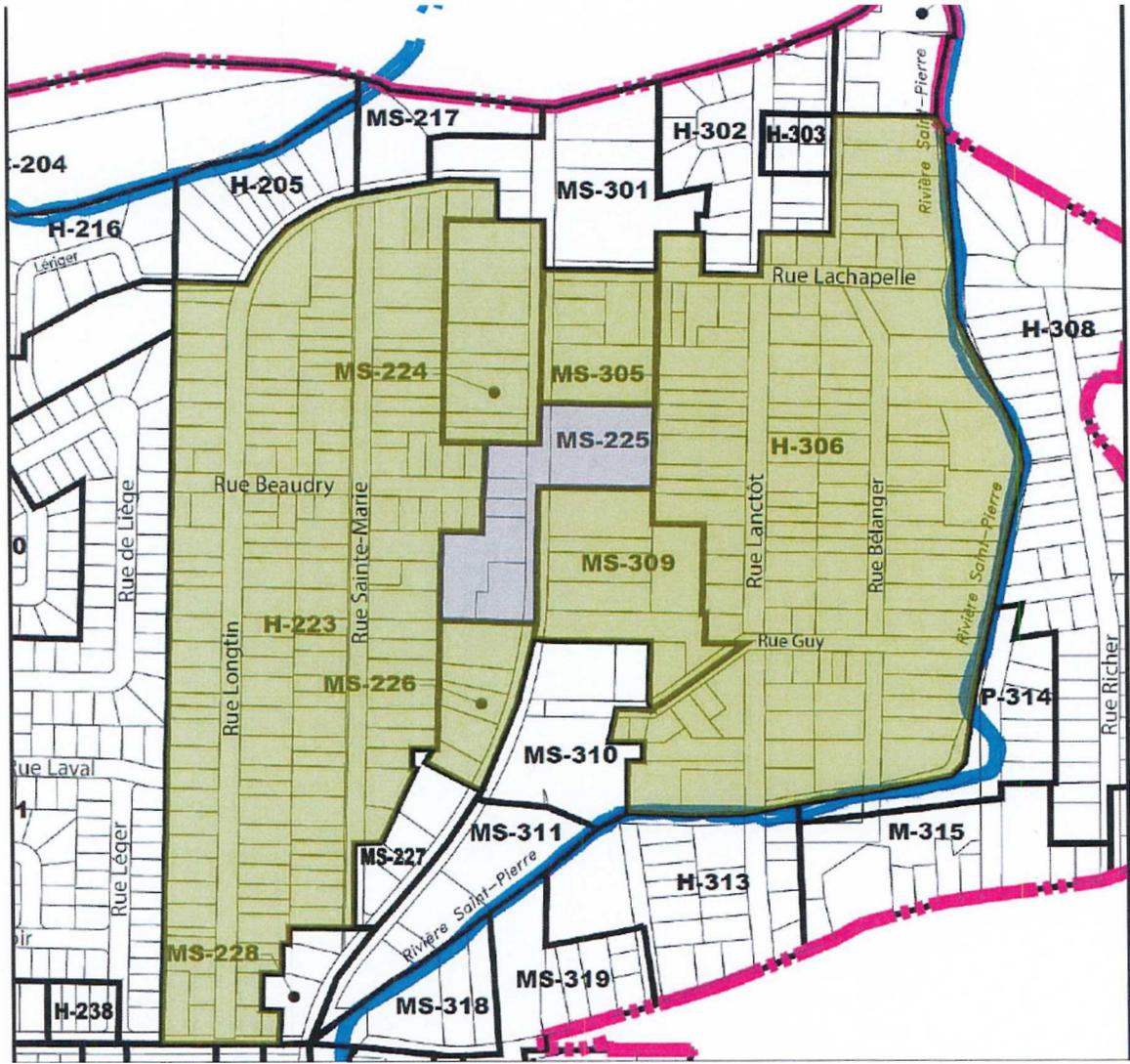
| USAGES | Description | Code | Zonage | | | | |
|--|---|---|-----------|-----|---|---|--|
| | | | P | U | R | S | |
| USAGES | Habitat | unifamiliale | H-1 | | | | |
| | | bi- et trifamiliale | H-2 | | | | |
| | | multifamiliale de 4 à 5 logements | H-3 | | | | |
| | | multifamiliale de 6 logements et plus | H-4 | | | | |
| | | maison mobile | H-5 | | | | |
| | | collective | H-6 | | | | |
| | Commerce | détail et services de proximité | C-1 | | | | |
| | | détail local | C-2 | | | | |
| | | service professionnels spécialisés | C-3 | | | | |
| | | hébergement et restauration | C-4 | | | | |
| | | divertissement et activités récréotourist. | C-5 | | | | |
| | | détail et services contraignants | C-6 | | | | |
| | | débit d'essence | C-7 | | | | |
| | | vente et services reliés à l'automobile | C-8 | | | | |
| | | artériel | C-9 | | | | |
| | | gros | C-10 | | | | |
| | | lourd et activité para-industrielle | C-11 | | | | |
| | Industrie | prestige | I-1 | | | | |
| | | légère | I-2 | | | | |
| | | lourde | I-3 | | | | |
| | | extractive | I-4 | | | | |
| Institutionnel | parc, terrain de jeux et espace naturel | P-1 | X | | | | |
| | institutionnel et administratif | P-2 | | | | | |
| | communautaire | P-3 | | X | | | |
| | infrastructure et équipement | P-4 | | X | | | |
| Agriculture | culture du sol | A-1 | | | | | |
| | élevage | A-2 | | | | | |
| | élevage en réclusion | A-3 | | | | | |
| Cores | conservation | CO-1 | | | | | |
| | récréation | CO-2 | | | | | |
| Permis d'usage | usages spécifiquement permis | | | (4) | | | |
| | usages spécifiquement exclus | | | | | | |
| BÂTIMENT | Structure | isolée | | X | | | |
| | | jumelée | | | | | |
| | | contiguë | | | | | |
| | Marge | avant (m) | min. | 2.0 | | | |
| | | latérale (m) | min. | 4 | | | |
| | | latérales totales (m) | min. | 6 | | | |
| | | arrière (m) | min. | 6 | | | |
| | Dimension | largeur (m) | min. | | | | |
| | | hauteur (étages) | min. | 4 | | | |
| | | hauteur (étages) | max. | 9 | | | |
| | | hauteur (m) | min. | 4.4 | | | |
| | | hauteur (m) | max. | | | | |
| | | superficie totale de plancher (m ²) | min. | | | | |
| | | nombre d'unités de logement / bâtiment | max. | | | | |
| catégorie d'entreposage extérieur autorisé | | | | | | | |
| projet intégré | | | | | | | |
| TERRAIN | largeur (m) | min. | 15 | | | | |
| | profondeur (m) | min. | 27 | | | | |
| | superficie (m ²) | min. | 480 | | | | |
| DIVERS | Dispositions particulières | | (1, 2, 3) | | | | |
| | P.P.U. | | | | | | |
| | P.A.E. | | | | | | |
| | P.I.L.A. | | | | | | |
| | Numéro du règlement | | | | | | |
| Entrée en vigueur (date) | | | | | | | |

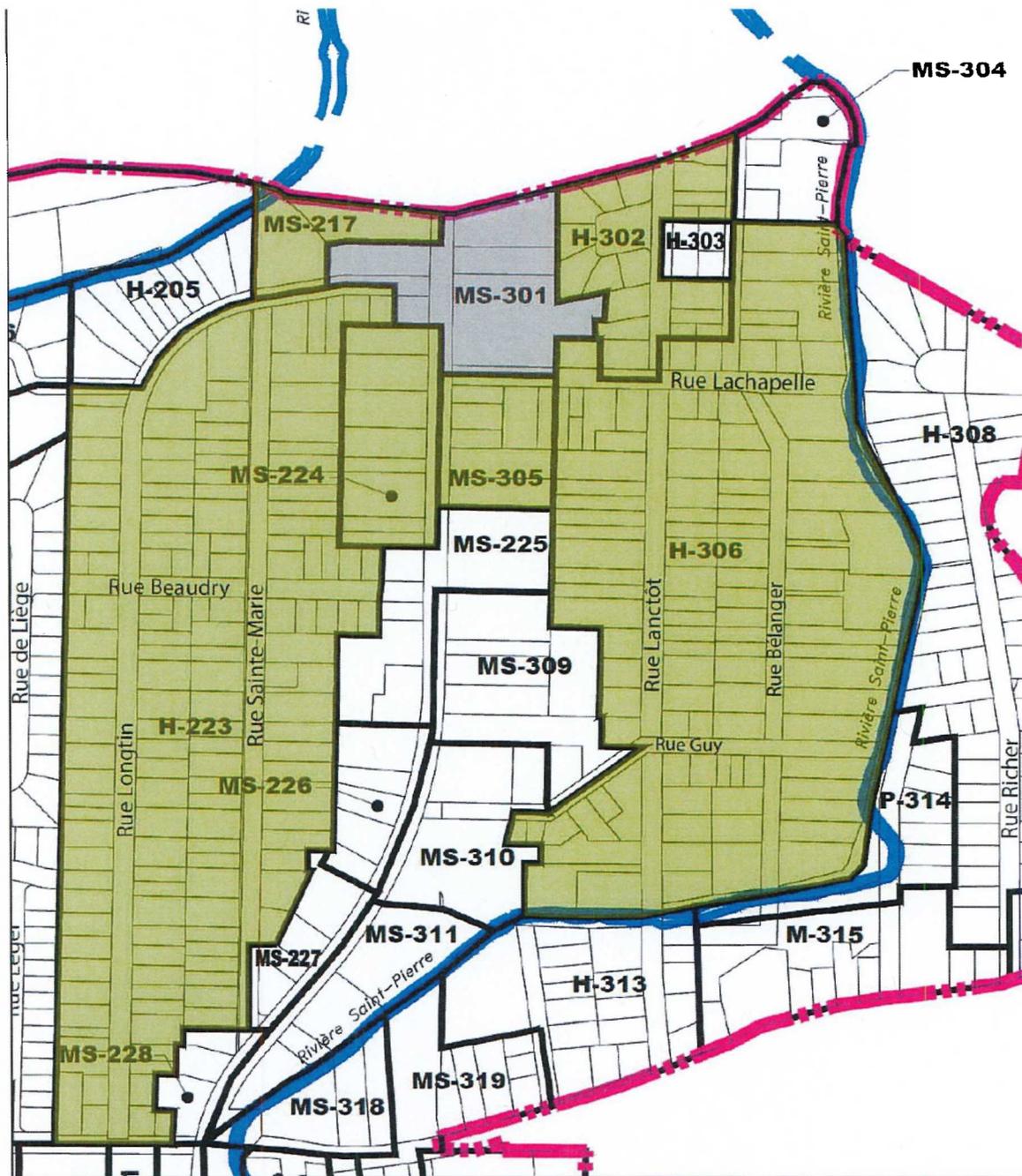
Le présent projet de règlement selon la disposition concernée vise l'ensemble des zones du territoire (plan ci-dessus) ou les zones C-427, C-432, C-434, H-433, H-640, H-544, H-425, CGS-102, MS-224, MS-225, MS-301 et P-634, lesquelles sont montrées aux croquis ci-dessous :











3. Pour être valide, toute demande doit :

- Indiquer clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone d'où elle provient; et le cas échéant, mentionner la zone à l'égard de laquelle la demande est faite;
- Être reçue au bureau de la Ville au 147, rue Saint-Pierre, Saint-Constant J5A 2G9 ou par courriel à greffe@st-constant.ca ou encore, à la chute à courrier à l'hôtel de ville au plus tard le huitième jour qui suit celui de la publication du présent avis sur le site Internet officiel de la Ville;
- Être signée par au moins 12 personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas 21.

Un formulaire de demande pourra être remis aux personnes qui manifesteront le désir d'en obtenir un.

4. Identification des personnes qui ont le droit de faire une demande

Est une personne intéressée :

4.1 Toute personne qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes 21 juillet 2020 :

- Être domiciliée dans une zone d'où peut provenir une demande;
- Être domiciliée depuis au moins 6 mois au Québec.

Ou

4.2 Tout propriétaire unique non résident d'un immeuble ou occupant unique non résident d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit la condition suivante le 21 juillet 2020 :

- Être propriétaire d'un immeuble ou occupant unique d'un établissement d'entreprise, situé dans une zone d'où peut provenir une demande, depuis au moins 12 mois;

Ou

4.3 Tout copropriétaire indivis non résident d'un immeuble ou cooccupant non résident d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes le 21 juillet 2020 :

- Être copropriétaire indivis d'un immeuble ou cooccupant d'un établissement d'entreprises, situé dans une zone d'où peut provenir une demande, depuis au moins 12 mois;
- Être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaire ou cooccupants depuis au moins 12 mois comme celui qui a le droit de signer la demande en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant. Cette procuration doit avoir été produite avant ou lors de la présentation de la demande.

Dans le cas d'une personne physique, il faut qu'elle soit majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.

Dans le cas d'une personne morale, il faut :

- Avoir désigné parmi ses membres, administrateurs ou employés, par résolution, une personne qui le 21 juillet 2020 est majeure, de citoyenneté canadienne, qui n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la loi;
- Avoir produit ou produire en même temps que la demande une résolution désignant la personne autorisée à signer la demande et à être inscrite sur la liste référendaire, le cas échéant.

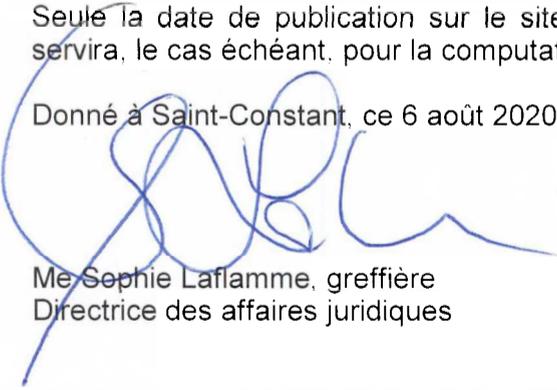
5. Toutes les dispositions du second projet qui n'auront fait l'objet d'aucune demande valide pourront être incluses dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

6. Ce second projet peut être consulté au bureau de la greffière, à l'hôtel de ville, au 147, rue Saint-Pierre, Saint-Constant, durant les jours et heures habituels d'ouverture.

Le présent projet de règlement est également disponible pour consultation sur le site internet officiel de la Ville de Saint-Constant au www.saint-constant.ca dans la section « Avis publics » et fait suite au présent avis.

Seule la date de publication sur le site Internet officiel de la Ville de Saint-Constant servira, le cas échéant, pour la computation des délais prévus par la Loi.

Donné à Saint-Constant, ce 6 août 2020.



Me Sophie Laflamme, greffière
Directrice des affaires juridiques